

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Suggestions en vue d'une réforme administrative, par M. Fernand Baudhuin. —
Du plan technique au plan économique, par M. Henri de Man. — Statistiques.

SUGGESTIONS EN VUE D'UNE RÉFORME ADMINISTRATIVE

par M. Fernand Baudhuin,

Professeur à l'Université de Louvain.

I. Parmi les tâches qui s'imposent aujourd'hui à tous les gouvernements, la réorganisation administrative est peut-être la plus ardue. C'est en ce domaine que la compression des dépenses, déjà difficile ailleurs, devient, en pratique, quasi impossible à réaliser. Elle se heurte en effet souvent à tant de petits intérêts privés, elle bouscule tant de particularisme et de routine, que les plus énergiques des ministres sont ordinairement amenés à capituler. Le gouvernement français, qui rétablit la plupart des tribunaux et des sous-préfectures supprimés par M. Poincaré, a ressenti toute la force de ces facteurs, et n'a pu qu'enregistrer sa faiblesse.

Les grandes réformes administratives n'ont pu se faire qu'à la faveur de bouleversements radicaux ou de révolutions que nous n'avons nulle envie de voir. Pour balayer l'administration depuis longtemps désuète qui régissait la France sous l'ancien régime, il n'a fallu rien moins que la Révolution de 1789. C'est elle qui a permis, par exemple, la division rationnelle du territoire, après avoir fait table rase de tout ce qui existait antérieurement. Il est des édifices qu'on ne peut améliorer, et qu'il faut abattre. En Allemagne, le particularisme des Etats vient de recevoir un coup mortel, et en fait le Reich est unifié. Mais pour cela, encore une fois, une révolution, celle de Hitler, a été indispensable.

Nous ne pouvons ni prévoir ni souhaiter que la Belgique voie bientôt de telles modifications. Au surplus, peut-être notre édifice administratif, de construction relativement récente, n'appelle-t-il pas des remaniements radicaux, et est-il encore améliorable. Il ne faut

pas se dissimuler cependant que sa modernisation demeure très malaisée, et que nous n'avons que des espoirs limités de la voir un jour opérée. Mais enfin, tout est possible, et au surplus n'est-il pas mauvais qu'un plan d'ensemble soit établi, ne fût-ce que pour faire écarter des mesures qui seraient en contradiction avec les tendances rationnelles.

II. Lorsqu'en 1830 la Belgique se sépara de la Hollande, ses constituants, puis ses législateurs, avaient tout à organiser, ils se trouvaient devant une situation quasi vierge. En une bonne dizaine d'années, ils construisirent l'édifice administratif dont la Belgique a usé pendant un siècle. Et il faut reconnaître que leur œuvre était remarquable.

En s'appuyant sur l'autonomie communale, fortement ancrée dans la mentalité belge, ils avaient largement décentralisé l'administration. Ils n'avaient eu recours au pouvoir central que lorsque la chose était visiblement nécessaire; pour les affaires locales, la commune demeurait libre, et c'était un bien. Car Bruxelles était loin et assez mal placé pour juger. En se passant de son intervention, on obtenait des décisions promptes et adéquates. Ce système avait naturellement comme contre-partie de laisser les communes livrées à elles-mêmes; elles pouvaient être administrées sans liaison avec les municipalités voisines. Mais les inconvénients de cette situation étaient minimes. Avant l'invention et la vulgarisation des chemins de fer, les relations de ville à ville étaient peu fréquentes; et il n'y avait qu'un très petit nombre de questions dont la solution eût été facilitée par une action concertée.

Au-dessus des communes, on créa les provinces, qui, elles, ne reposaient pas sur une aussi forte tradition. Mais toujours pour gagner du temps, et pour permettre une meilleure adaptation des mesures aux conditions locales, on eut recours à leur intervention, et même on leur conféra un certain rôle politique.

Ainsi donc, l'organisation administrative élaborée il y a un siècle se justifiait surtout par la difficulté des communications, et le petit nombre de questions qui eussent exigé la mise en commun d'idées ou de capitaux. Cela répond-il encore aux nécessités actuelles ? Question primordiale, à laquelle il faut bien répondre négativement. Il y a probablement plus de différence entre la situation économique de 1833 et celle de 1933, qu'entre celle du Moyen âge et celle de la fin du XVIII^e siècle.

Le changement le plus important réside naturellement dans la facilité des communications. Des Flandres ou du Limbourg il fallait jadis deux ou trois jours pour qu'une lettre parvienne à la capitale. Aujourd'hui, dans la plupart des localités, une lettre mise le soir à la poste est distribuée le lendemain matin à Bruxelles. Plus radical encore est le progrès dû au téléphone. Des affaires qui eussent jadis pris des semaines d'échanges de vues, sont actuellement éclaircies et résolues en une heure. Grâce au téléphone, les affaires administratives du pays entier peuvent se traiter comme si tout se passait en une même ville.

Les chemins de fer avaient déjà permis des déplacements qu'on ne pouvait croire possibles au moment où notre Parlement élaborait les lois fondamentales. Depuis la guerre, l'automobile est venue contribuer au même résultat. Les services réguliers d'autobus ont rendu aisément accessibles des régions qui, en dépit des chemins de fer, étaient demeurées à l'écart jusqu'en ces tout derniers temps. Observons enfin que, pour les déplacements individuels des gens de condition modeste, la vulgarisation de la bicyclette a raccourci les distances au tiers ou au quart de ce qu'elles étaient autrefois.

Bref, la décentralisation complète, qui se justifiait jadis, est aujourd'hui chose désuète. Le pouvoir central peut décider aussi vite que le pouvoir local, et souvent il le fera en meilleure connaissance de cause. Soustrait aux influences locales, électorales ou autres, ce pouvoir central est à même d'agir avec plus d'indépendance, et pour le plus grand bien commun.

L'adaptation des services publics aux conditions résultant du progrès des moyens de communication n'a guère encore été réalisée en ce qui concerne l'administration de l'Etat. En Belgique comme en France, il y a encore trop de tribunaux et trop de prisons. On a signalé notamment que la ville de Marche possédait une prison dont toute la population consistait en un détenu. Certains juges de paix n'ont pas un jour de travail par semaine. Quelles que soient les résistances locales, il est clair qu'il faudrait rationaliser tout cela. Peut-être pourrait-on adopter le système des magistrats itinérants, qui permettrait de supprimer un grand nombre de tribunaux. Un plan de réforme du reste a

été établi il y a quelques années; il semble enterré dans les cartons. Mais c'est surtout en ce qui concerne les pouvoirs locaux qu'une réorganisation s'imposerait.

III. Les premiers législateurs n'avaient aucune raison de se méfier des petites communes. Les attributions de leurs conseils étaient minimes, leurs frais d'administration très réduits. Il n'en va plus de même aujourd'hui, avec les prestations variées qu'on exige des municipalités. Elles doivent être à même d'effectuer des travaux, d'exercer une police effective, d'assurer des fonctions administratives parfois délicates. Leur Conseil n'a pas la compétence voulue; leurs échelons sont souvent de bonne volonté, mais incapables; les fonctionnaires qu'elles doivent s'attacher constituent une charge écrasante pour leurs finances. Il y a donc tout d'abord en Belgique un problème des petites communes; celles-ci sont malgré tout assez nombreuses en Belgique, comme le montre la dernière répartition qui ait été publiée :

Répartition des communes en Belgique.

(au 31 décembre 1920).

	Nombre	Population
Moins de 300 habitants.....	199	41.000
De 300 à moins de 500 habitants ..	294	116.000
De 500 à moins de 1.000 habitants	702	518.000
De 1.000 à moins de 2.000 habitants	669	944.000
De 2.000 à moins de 3.000 habitants	256	619.000
De 3.000 à moins de 5.000 habitants	241	907.000
De 5.000 à moins de 10.000 habit.	168	1.127.000
De 10.000 à moins de 15.000 habit.	48	570.000
De 15.000 à moins de 20.000 habit.	18	306.000
De 20.000 à moins de 25.000 habit.	12	271.000
De 25.000 à moins de 50.000 habit.	19	650.000
De 50.000 à moins de 100.000 habit.	7	448.000
De plus de 100.000 habitants.....	5	889.000
Totaux	2.638	7.406.000

Ainsi donc, sur 2.638 communes, il y en a 2.120 qui ne comptent pas 3.000 âmes; elles possèdent au total 2.238.000 habitants en 1920, soit 30 p. c. de la population totale. On doit admettre que ces communes sont dans l'impossibilité d'assurer une administration municipale moderne et surtout d'en assumer la charge.

Le remède à cette situation résiderait tout d'abord dans la fusion des petites communes suffisamment rapprochées. Il faudrait, pour les autres, généraliser le système actuellement exceptionnel des fonctionnaires servant à plusieurs municipalités; dans de nombreux cas, il serait possible d'établir le cumul des fonctions de secrétaire avec celles de receveur. Ce dernier, depuis la vulgarisation des chèques postaux, et par suite de l'intervention incessante du Crédit Communal, n'a plus qu'une besogne très simplifiée. Si sa présence se justifie encore dans les grosses communes, elle est devenue un luxe inutile dans les autres.

Ces simplifications ont été proposées notamment par M. Macar, commissaire de l'arrondissement de Liège (1). Dans une brochure fort bien étudiée,

il chiffrait comme suit le temps qu'exigeaient les fonctions de secrétaire et de receveur dans les petites communes :

Degré d'occupation des fonctionnaires communaux.

GROUPES DE COMMUNES	Nombre	Fonctionnaires	Heures de travail hebdomadaires	Rapport en % avec 48 heures de travail hebdomadaire
Moins de 300 habitants	199	secrétaire receveur	12 3	25 7
De 301 à 500 habitants	294	secrétaire receveur	16 6	34 13
De 501 à 1,000 habitants	702	secrétaire receveur	24 10	50 21
De 1,001 à 2,000 habitants	669	secrétaire receveur	32 15	67 31
De 2,001 à 3,000 habitants	256	secrétaire receveur	48 20	100 42
De 3,001 à 5,000 habitants	241	secrétaire receveur	48 30	100 54
De 5,000 habitants et moins	2.361			

Le regroupement des petites communes permettrait de constituer des services compétents en matière d'hygiène, de travaux publics, etc. Il dégagerait ces communes de servitudes financières vraiment écrasantes. Dans certaines, le traitement du secrétaire absorbe tout ce que verse le Fonds des Communes, ainsi que la participation dans les impôts d'Etat. Ailleurs, on voit une commune de 230 habitants, Vaelbeek (Brabant) faire bâtir une école pour 11 enfants, alors qu'elle est peu éloignée de Vieux-Héverlé et de Blanden. Des considérations du même genre devraient amener la fusion d'autres communes, plus populeuses, dont le budget est pratiquement impossible à équilibrer. On nous citait, par exemple, le cas de Pironchamps (près de Charleroy). Bien que, paraît-il, on ne puisse lui reprocher des prodigalités, elle a dû établir 300 p. c. d'additionnels.

La réorganisation dont il s'agit est conforme aux idées de travail en série et de rationalisation. Il faut que les services publics suivent le même chemin que l'industrie et les affaires; il est indispensable qu'ils s'adaptent à la vie moderne. L'administration localiste que nous gardons en Belgique est un anachronisme fâcheux parce que coûteux. La rationalisation, nous le savons, se heurtera à des oppositions routinières, parfois touchantes du reste; il faut savoir leur opposer une volonté suffisante. Notons que, présentement, nous sommes plutôt en régression à cet égard. Pour d'infimes mobiles politiques assez souvent, on scinde des communes afin d'être agréable à une personnalité désireuse de ceindre l'écharpe de bourgmestre. Cette pratique est regrettable. Nous espérons

qu'on s'en gardera soigneusement dans la Campine, où la croissance rapide des agglomérations a fait naître certains projets. Il faut au contraire profiter de l'occasion offerte, et constituer de vastes ensembles municipaux.

IV. A côté du problème des petites communes, il y a celui des agglomérations semi-urbaines. Les municipalités dont il s'agit disposent de ressources plus considérables, et de services déjà plus ou moins organisés. Mais il s'en faut qu'il soient à la hauteur des exigences actuelles. Qu'il s'agisse des services d'incendie, de la voirie, des travaux publics, de l'hygiène, ces agglomérations demeurent fréquemment dans une situation intolérable. Elles n'ont pas les ressources suffisantes pour s'attacher un ingénieur ou un architecte; leur matériel contre l'incendie, notamment, est trop souvent rudimentaire.

Or, ces communes, par ailleurs pauvrement outillées, s'acharnent souvent à se suffire à elles-mêmes, sous l'influence de préoccupations qui tiennent de l'autarchie. C'est du pur régionalisme économique. Elles prétendent notamment posséder des écoles moyennes ou professionnelles; elles sont ainsi causes de dépenses inutiles dont l'Etat supporte, du reste, la plus grande partie. On inaugurerait l'été dernier dans une localité industrielle du Hainaut une école de ce genre, dont l'inutilité était unanimement reconnue.

Que faudrait-il faire pour remédier à ces déficiences? Fusionner les communes chaque fois que la chose est possible. Nous proposons ensuite de substituer à la commune un organisme régional. La région serait administrée comme un tout, elle serait dotée des bâtiments, services et écoles correspondant aux exigences modernes. On « régionaliserait » tous les ser-

(1) *Etude sur la revision de la loi communale*, par ALFRED MACAR. Liège, 1928, sans nom d'éditeur.

vices, qu'alimenteraient les contributions des communes intéressées.

Nous songeons ici notamment aux écoles professionnelles, qui actuellement sont causes d'un gaspillage incontestable. Au lieu de deux ou trois écoles locales pauvrement outillées, au corps professoral insuffisant, il vaudrait mieux posséder une école centrale bien équipée. Les communes un peu éloignées pourraient donner des bourses aux jeunes gens qui fréquenteraient les établissements dont il s'agit. Ces bourses couvriraient les frais de tram ou d'autobus; elles seraient infiniment moins dispendieuses que les charges supportées actuellement.

Disons enfin un mot des grandes villes et de leurs faubourgs. Ici, la fusion pure et simple est indiquée (1). Où serait Paris si l'unification n'avait pas été réalisée? Il est tout à fait illogique que l'agglomération bruxelloise soit aux mains d'administrations communales entièrement différentes, et entre lesquelles la coordination est très fragmentaire. Un progrès réel — mais combien nécessaire — avait été réalisé quand le diamètre et le pas de vis des bouches d'incendie a été unifié. Mais actuellement encore la signalisation lumineuse des carrefours varie d'après les communes de l'agglomération, de même que les règlements des taxis.

Il faut donc, d'une façon générale, étendre les unités territoriales qui sont à la base de notre administration. Sous quelle forme? Diverses dispositions seraient possibles. Nous verrions volontiers, quant à nous, le commissaire d'arrondissement investi de pouvoirs très étendus en la matière. L'arrondissement devrait dans la plupart des cas, jouer le rôle de la commune; la facilité des communications permet d'administrer aujourd'hui ce territoire aussi facilement qu'une commune jadis. On pourrait laisser les conseils communaux chargés de régler les questions fiscales sous le contrôle du commissaire d'arrondissement. A ce dernier pourrait être adjointe une délégation des conseils communaux.

Lorsque l'arrondissement actuel est réellement trop étendu pour se prêter à cette disposition, on pourrait le diviser en sections que présiderait la même personnalité.

Cette suggestion serait d'une valeur douteuse si elle aboutissait simplement à créer un échelon politique et administratif de plus. Mais elle aurait comme corollaire la suppression des provinces, qui sont aujourd'hui de peu d'utilité, et dont la nuisance est apparue en beaucoup de cas. Les provinces furent créées, elles aussi, à cause des difficultés de communication. En outre, il existait jadis davantage de questions à résoudre dans ce cadre. Les routes, par exemple, n'intéressaient que les gens habitant dans un rayon déterminé. Tout cela a changé aujourd'hui; les routes, notamment, présentent un intérêt national. Et grâce au téléphone, les affaires se traitent avec Bruxelles dans des conditions de facilité inconnues autrefois.

(1) Voir notre article du *Bulletin* de la Banque Nationale, du 25 janvier 1930.

L'inconvénient des provinces est de donner lieu à l'électoratisme. Et l'organe crée la fonction: les Conseils provinciaux et les Députations permanentes se découvrent des missions de plus en plus vastes, et naturellement de plus en plus coûteuses. Nous supprimerions donc les conseils provinciaux élus, et tous leurs corollaires. On pourrait évidemment, si la chose apparaît préférable, laisser subsister une partie de l'administration, qui serait incorporée au pouvoir central. Mais les attributions, le droit d'initiative et de contrôle passeraient en partie à l'Etat, et en partie aux arrondissements. Ceux-ci seraient dotés, nous l'avons dit, d'un conseil élu au second degré et émanant des conseils communaux; ils ne vivraient que des cotisations des communes affiliées mais ils pourraient emprunter pour financer les travaux décidés.

V. Les suggestions que nous venons de consigner paraîtront révolutionnaires à beaucoup. On fera surtout état de l'autonomie communale, que certains ont élevée à la hauteur d'un dogme. Mais cette autonomie, si ancienne soit-elle, n'est qu'un moyen et non un but. Elle répondait aux exigences de notre civilisation jusqu'il y a vingt ou trente ans; elle a cessé de le faire. Elle est aussi désuète que le travail en petits ateliers, et l'organisation industrielle du bon vieux temps. A une époque où domine la nécessité de travailler en grandes séries, et selon les règles d'une stricte rationalisation, il est ridicule de s'obstiner dans les formules à ce point périmées. Le particularisme n'est plus qu'un anachronisme particulièrement onéreux; c'est ce qu'on vient de comprendre en Allemagne.

Si évidentes que nous paraissent ces considérations, nous n'avons néanmoins qu'assez peu d'espoir de voir de nos yeux semblables réformes opérées. Aussi nos conclusions pratiques et immédiates seront-elles plus limitées; nous les précisons comme suit:

1° Il faut éviter de céder aux sollicitations tendant à créer de nouvelles communes; on devra au contraire opérer des fusions chaque fois que l'occasion en sera donnée.

2° On devrait réorganiser les petites communes, en réduisant le nombre de leurs fonctionnaires, en établissant la règle du cumul, ou en généralisant le système des fonctionnaires chargés d'administrer plusieurs municipalités.

3° Il y a lieu de se servir davantage des commissaires d'arrondissements, dont les fonctions sont actuellement réduites à peu de chose. La tendance devrait être notamment d'enlever des attributions aux administrations provinciales, pour les leur donner.

4° Nous voudrions voir étudier le principe de la « régionalisation » des services. Une commission pourrait rechercher quels sont, en fait, les arrondissements qui se prêteraient à cette transformation. La même commission examinerait quelles sont les communes pour lesquelles des fusions pures et simples s'indiqueraient, conformément à ce qui a été dit plus haut.

5° En ce qui concerne les grandes agglomérations, rien ne doit être négligé pour arriver à une fusion dans le bref délai possible.

DU PLAN TECHNIQUE AU PLAN ÉCONOMIQUE

par M. Henri de Man,

Chargé de cours à l'Université Libre de Bruxelles.

Les mesures financières et économiques qui marquent les débuts du terme du Président Roosevelt ouvrent un chapitre nouveau dans l'histoire de l'interventionnisme étatique. Les partisans du mouvement vers l'économie dirigée ont sans doute raison d'y voir un pas très important vers la réalisation de leurs idées. Et même si ce pas était aussi maladroit que le croient beaucoup de ses adversaires, il n'en signifierait pas moins l'entrée des Etats-Unis dans une voie qui, il y a une couple d'années encore, paraissait inimaginable. Economie bien dirigée ou économie mal dirigée, c'est toujours de l'économie dirigée. Aussi bien peut-on, indépendamment du jugement que l'on porte sur les mesures en question, ou que l'on se réserve de porter après l'expérience achevée, noter dès à présent ce fait incontestable : c'est que le caractère drastique de ces mesures indique un accroissement surprenant de l'autorité gouvernementale en matière économique.

On peut dire que l'autoritarisme même de cette politique a été un élément essentiel de son succès, en tant que celui-ci dépend de la répercussion des mesures gouvernementales sur l'opinion publique. Trois ans de crise ont suffi à créer chez celle-ci un état d'angoisse chronique dont résulte un besoin profond d'intervention impérieuse. La moindre velléité de ce genre aurait soulevé jadis un tollé général dans ce pays classique du libéralisme économique. Depuis toujours, l'autorité de l'Etat ne devait servir qu'à garantir la liberté de la concurrence, comme on l'a vu au cours de la lutte contre la trustification. Actuellement, la situation psychologique s'est renversée. Un sentiment général d'incertitude a répandu la conviction que ce qui manque le plus à l'activité économique, c'est la direction par une volonté coordinatrice. Visiblement, on en est arrivé au point où l'opinion des grandes masses est disposée à saluer tout acte de volonté gouvernementale et à l'approuver en raison de l'autorité qu'il s'arrogue bien plus qu'en raison du caractère spécifique des objectifs poursuivis. Il semble qu'on ait été bien près de dire : peu importe ce que l'on fera, pourvu que l'on fasse quelque chose, et qu'on le fasse vite et vigoureusement !

L'histoire de l'Europe, au cours de ces deux ou trois dernières années, nous fournit assez d'exemples d'une évolution analogue d'une grande partie de l'opinion publique, pour qu'il nous soit facile de comprendre comment elle découle des perturbations sociales créées par la crise économique mondiale. Dans l'ensemble, la réaction psychologique de l'opinion américaine se dis-

tingue surtout de celle des grands pays européens par une oscillation beaucoup plus rapide entre des extrêmes bien plus marqués. On est tombé de plus haut et on a donc l'impression d'être tombé plus bas. Mais cet écart psychologique entre l'Amérique et l'Europe actuelles n'est pas seulement dans la quantité et l'intensité de telles variations, il y entre aussi certains éléments qualitatifs assez différents. Parmi ceux-ci, il en est un que je voudrais retenir spécialement ici, parce qu'il peut aider à comprendre les causes psychologiques du mouvement américain pour la technocratie qui a tant fait parler de lui ces derniers mois. Je songe au rôle joué, dans le revirement récent de l'opinion publique, par ce que l'on pourrait appeler l'apport de la pensée technique aux conceptions de l'économie.

S'il est vrai, d'une part, que le mouvement d'opinion vers une économie dirigée s'est développé plus vite et plus vigoureusement en Amérique qu'en Europe durant ces dernières années, il est également vrai que dans ce courant d'idées, la mentalité du technicien ou de l'ingénieur y joue un rôle plus grand que dans les pays européens, où les conceptions les plus répandues de l'économie dirigée sont plus directement influencées par des considérations moins intrinsèquement économiques.

Assurément, l'influence de la mentalité d'ingénieur sur les conceptions économiques n'est limitée ni aux Etats-Unis, ni à l'époque présente. La notion d'une ordonnance rationnelle de l'activité économique d'ensemble, en vertu d'une logique analogue à celle du « planning » technique, est aussi vieille et aussi répandue que la technique industrialiste elle-même. Dès que, dans le processus de la production, on voit se différencier les fonctions de la direction technique par rapport à celles de la direction financière ou commerciale, il y a place pour une mentalité de producteur distincte de la mentalité de vendeur ou d'entrepreneur.

Voici plus de cent ans que Saint-Simon a donné la formule théorique de cette mentalité, et dans son livre récent sur les « Idées politiques de la France », M. Albert Thibaudet a raison de rattacher par une filiation ininterrompue le productivisme saint-simonien aux formes que revêt, dans la France contemporaine, ce qu'il appelle l'esprit industrialiste. Il définit cet esprit comme « la subordination du point de vue politique à celui de la production ». L'influence de la pensée saint-simonienne se retrouve jusque dans le

vocabulaire de ceux qui représentent actuellement en France ce que M. Thibaudet appelle l'industrialisme. Les termes « producteur » et « industriel », par exemple, sont employés actuellement par M. Georges Valois et ses « jeunes équipes syndicalistes » dans le sens assez spécial que leur donne leur association originelle avec le système saint-simonien. Et l'on trouve une parenté de pensée et de vocabulaire très analogue dans la doctrine « productiviste » de notre compatriote, feu M. Ernest Solvay.

Bien qu'il ne s'agisse pas dans tout cela de technocratie, au sens précis et extrême qui a été donné récemment à ce mot aux Etats-Unis, on y retrouve les idées maîtresses de ce mouvement, et surtout une certaine façon de penser modelée par l'habitude du travail d'organisation et de direction technique.

Les Allemands qui, ici aussi, se sont montrés plus enclins à la systématisation philosophique, ont essayé d'ériger cette façon de penser en une espèce d'empire autonome de la volonté humaine. La *Philosophie de la Technique* du professeur Friedrich Dessauer, l'un des plus retentissants parmi les nombreux livres qui ont été consacrés en Allemagne à l'exposé de ces doctrines, propose une revision des catégories fondamentales de la critique Kantienne de la connaissance, dans le but exprès d'y faire place à ce qu'il appelle « le quatrième empire » de l'activité humaine : la technique, devenant en quelque sorte un achèvement de l'œuvre divine de la création. Un autre auteur allemand, beaucoup lu depuis un an, M. Heinrich Hardensett, dans un livre intitulé *Der Kapitalistische und der Technische Mensch*, a fortement systématisé l'opposition traitée depuis une vingtaine d'années par Thorstein Veblen entre l'« ingénieur » et le « financier ». Il y voit deux types d'humanité caractérisant non seulement deux fonctions différentes, mais encore deux phases distinctes de l'histoire de la civilisation : l'homme « capitaliste » dont le règne touche à sa fin et l'homme « technique » dont le règne commence. Pour lui, l'homme est « capitaliste » quand « ses intérêts prédominants sont orientés vers l'acquisition au moyen de capital » ; par contre l'homme est « technique » quand « ses intérêts prédominants sont orientés vers la production d'objets ». Un autre théoricien du même mouvement, M. Robert Weyrauch, avait, dès 1922, rapporté cette différence à l'opposition de deux mondes de valeurs ; celui du monde ancien, où la mesure des valeurs est le profit économique, et le monde naissant où cette mesure est donnée par le rapport entre un effort humain et la satisfaction de besoins humains.

La différence entre l'entrepreneur et le producteur apparaît avec une acuité particulière, selon M. Hardensett, dans la conception de la distribution des biens. Pour l'homme « capitaliste », cette distribution doit être organisée de façon à réaliser un maximum de profits ; pour l'homme « technique », son organisation doit être subordonnée au souci de satisfaire un maximum de besoins. Pour celui-ci, les biens produits ne sont pas en premier lieu des marchandises,

mais des objets de consommation. Un régime de distribution organisé selon le point de vue de l'homme « technique » n'accorderait aucune place, d'après M. Weyrauch, à la suggestion, à la réclame et à tous les autres moyens par lesquels on essaie, coûte que coûte, d'obtenir des commandes ; il essaierait, au contraire, d'adapter la production à un niveau de besoins que l'on commencerait par fixer au moyen de statistiques, d'orienter les consommateurs vers la consommation des biens techniquement les plus aptes à satisfaire ses besoins existants, etc. Les fonctions marchandes n'ont plus dès lors de raison d'être que dans la mesure où elles répondent à ces desiderata de la technique de la distribution.

Au fond de toutes les doctrines de ce genre, on trouve la même tendance à organiser la vie économique selon des plans analogues à ceux qui règlent l'activité technique. De là, l'idée même de l'économie dirigée, telle qu'elle se manifeste avec une clarté particulière dans ses formules anglo-saxonnes, qui l'appellent « planning ». La caractéristique de la fonction technique moderne est précisément qu'aucun travail n'est entrepris sans avoir été préalablement conçu sous forme d'un plan, qui essaie d'adapter le mieux possible les procédés d'exécution au but poursuivi. Cette activité est soumise toute entière au principe, dit économique, du moindre effort pour le plus grand rendement ; mais ici la mesure de ce rendement n'est pas le profit réalisé par une transaction commerciale, mais bien l'économie de force employée à la réalisation d'un objet utile.

C'est pourquoi l'esprit producteur ou technicien est porté à rechercher des étalons des valeurs basés sur des unités d'énergie. Cette tendance se manifeste jusque dans les propositions des technocrates, européens autant qu'américains, pour l'établissement d'une monnaie basée, soit sur le kilowatt-heure, soit sur une autre unité qui puisse être théoriquement considérée comme unité de mesure de l'énergie mécanique et de l'effort humain.

Si tout cela apparaît actuellement avec une netteté plus grande aux Etats-Unis qu'en Europe, c'est que la pensée technique y a eu, jusqu'il y a quelques années, un champ d'action beaucoup plus vaste et beaucoup plus libre. C'est grâce à elle que l'industrie américaine a connu, pendant les années d'après-guerre, une augmentation de sa productivité bien supérieure à celle des pays européens. La coïncidence entre la phase technique de la rationalisation et la phase économique de la déflation d'après guerre y a fait croire à la possibilité d'une extension indéfinie de la capacité d'absorption du monde pour une production sans cesse accrue. La production efficiente d'un maximum d'objets avec un minimum de travail humain y était devenue, en quelque sorte, commandement religieux ; une véritable mystique tendait à donner un caractère presque sacré à l'activité de tous ceux qui participaient à hausser le niveau de la production.

On comprend donc aisément que, la crise venue, les croyants les plus fervents de cette mystique furent

frappés d'autant plus fort par le déséquilibre qu'elle révélait entre la capacité de production et la capacité de consommation. C'est pour avoir ainsi vu s'éteindre des espérances particulièrement exaltées, que l'élite des techniciens américains a été amenée à propager, quant aux causes de la crise, des conceptions beaucoup plus radicales que celles qui prévalent dans les milieux analogues en Europe.

Cela ressort avec une clarté particulière du rapport, publié en juin 1932, par l'« American Engineering Council », la grande organisation centrale des ingénieurs américains. Ce rapport est le couronnement d'une enquête, commencée dès janvier 1931, par une commission désignée couramment sous le nom de « Commission Flanders-Wallace », d'après les noms de son président et de son principal collaborateur scientifique.

L'idée maîtresse de cette analyse des causes de la crise, et de ces propositions pour y remédier, est que la poursuite d'une productivité accrue ne peut pas être dissociée de la recherche des moyens par lesquels on peut assurer un accroissement correspondant de la capacité d'achat de la masse des consommateurs. Le rapport ne cache pas sa conviction de ce que le régime économique, soumis à l'action non contrôlée du mobile du profit, n'est plus capable d'assurer cette concordance et tend, au contraire, à s'en éloigner de plus en plus.

La discussion approfondie des vues théoriques et des propositions de réforme du comité Flanders-Wallace exigerait un volume. Il peut suffire ici de les considérer au point de vue de la lumière qu'elles jettent sur les transformations récentes de l'état d'esprit des catégories sociales dont ce comité exprime les vœux. Rien de plus caractéristique à ce sujet que de constater que l'idée, jadis prédominante, du développement de la production est passée complètement à l'arrière-plan. Cela apparaît dans le diagnostic de la crise, qui est considérée en premier lieu comme crise de sous-consommation due à ce que le revenu du travail, base de la capacité d'achat du marché intérieur, ne s'est pas développé dans la même proportion que la productivité industrielle et le capital d'épargne non réinvesti. Mais cela apparaît aussi dans la conception du but positif poursuivi. Voici comment cet objectif est formulé dans le préambule du rapport : « Le comité, familiarisé avec l'idée de la domination des forces de

la nature et de l'utilisation de ses produits au moyen de la technique moderne, est convaincu de ce que cette méthode est également applicable au contrôle de beaucoup de forces économiques », et recherche « une politique gouvernementale, financière et économique capable d'assurer un standard de vie suffisamment élevé étendu aux couches les plus larges de la population, et à l'abri d'oscillations dangereuses ».

Le critérium essentiel d'un régime économique désirable serait donc un niveau de vie élevé et une économie sans crises. La poursuite de ces deux objectifs, qui résulte d'une application méthodique du planning technique au régime de l'économie, fait fort bien ressortir le caractère particulier de l'apport de la pensée technique au mouvement d'opinion actuel. La catégorie sociale, dont le type est l'ingénieur ou d'une façon plus générale le technicien, se distingue de la plupart des autres couches sociales participant à la vie industrielle, en ce que le mobile de son activité économique n'est pas en premier lieu un intérêt acquisitif. Moins accablé par le souci immédiat d'un minimum d'existence matérielle que la masse des travailleurs manuels, moins intéressé à la réalisation de profits que les couches capitalistes, ce groupe social intermédiaire paraît plus apte, de par la fonction qu'il exerce dans la production, à concevoir celle-ci comme l'expression d'une utilité ou nécessité générale, plutôt que comme moyen de satisfaire des intérêts économiques particuliers. C'est à cela, sans doute, qu'il faut attribuer le fait que dans les revirements d'opinion qui accompagnent aux Etats-Unis le développement de la crise économique, les conceptions d'une économie dirigée selon les principes du planning technique jouent un rôle particulièrement important. Dans l'état actuel des choses tout au moins, ces idées exercent une influence qui dépasse singulièrement la portée statistique des groupes sociaux dont elles sont issues et le poids des intérêts matériels qu'elles représentent.

C'est là une situation favorable à la conjonction entre une volonté directrice disposant du pouvoir exécutif et une opinion publique dominée par la menace d'un péril général, qui ne pourra être écarté que par l'exercice vigoureux d'une telle volonté. L'avenir seul pourra nous dire si ce qui s'est fait et ce qui se fera encore sous le signe de cette conjonction est capable de satisfaire les espérances des foules angoissées.

BOURSE DE BRUXELLES

MARCHE DES CHANGES

Les changes sur Londres et sur New-York — simple coïncidence sans doute — ont montré durant toute la quinzaine une tendance à maintenir entre eux un écart à peu près constant. Du 9 au 23 mai, ils ne se sont guère éloignés d'un prix moyen de 3,92 1/2; on a coté au plus haut 3,97 3/4, au plus bas 3,86 1/4. Par rapport aux devises-or, les deux changes n'ont pas beaucoup varié non plus. Sur notre place, la livre sterling a oscillé de 24,20 1/4 à 24,34 1/2. Le dollar, après avoir fléchi de 6,22 3/4 à 6,08 1/2 pendant la première partie de la quinzaine, est revenu se fixer autour de 6,21.

Le franc français a été à deux ou trois reprises plus ou moins largement demandé. Le cours a touché à ce moment le niveau de 28,26 3/4. Actuellement, l'offre l'emporte sur la demande et le cours s'effrite doucement. La quinzaine a été marquée par un vif et durable redressement du florin. Le cours s'est relevé par étapes de 288,55 à 289,12. Le franc suisse n'a pas quitté, ou peu s'en faut, le niveau auquel il se trouvait il y a deux semaines, c'est-à-dire 138,65 environ. Le reichsmark, que nous avions laissé à la fin de la quinzaine dernière à un cours voisin de 168,90, ne s'est pas éloigné sensiblement de ce niveau, sauf pendant une courte période, du 15 au 17 mai, au cours de laquelle il se trouva brusquement ramené aux environs de 165. La devise espagnole s'est tenue aisément aux alentours de 61,35. La lire italienne qui s'était avancée à 37,85 pendant la première décade du mois est revenue à 37,15 quelques jours plus tard; mais elle ne tarda pas à affirmer à nouveau sa tendance à la hausse et elle termine la quinzaine à 37,40. Au groupe des couronnes scandinaves, les cours ont évolué dans des limites relativement étroites. Le Stockholm vaut actuellement 124,75, l'Oslo 123,35 et le Copenhague 108,30 contre respectivement 126, 123,90 et 108,70, cours enregistrés le 9 mai. D'une quinzaine à l'autre, la couronne tchécoslovaque est passée de 21,35 à 21,45 et le zloty a progressé de 80,15 à 80,40. Le change sur Montréal est en légère amélioration à 5,42 contre 5,35 il y a deux semaines.

On relève quelques changements dans la tendance de la livre sterling, du franc français et du dollar cotés à terme. Le report payé pour la première devise s'est relevé de 0,03 à 0,06 de belga. Le déport de la seconde s'est atténué de 0,03 à 0,01 1/4 de belga. Quant au dollar, l'écart par rapport au comptant est descendu de 0,07 à 0,035 de belga de déport. De même qu'au comptant, le florin à terme enregistre un revirement complet d'orientation. Le déport pour 100 florins à trois mois est tombé de 7 à 3,50 belgas.

Le marché, toujours largement pourvu d'argent à court terme, a effectué des placements au jour le jour à 1 p. c. maximum. L'escompte hors banque, toujours négligé faute de vendeurs, vaut 2 7/16 p. c. pour les premières acceptations commerciales

Le 23 mai 1933.

MARCHE DES TITRES

Comptant.

Bénéficiant d'un courant d'ordres relativement bien fourni, le marché du comptant a poursuivi le mouvement de redressement constaté depuis quelques semaines.

Aussi les inscriptions à la cote s'établissent au 19 mai généralement en amélioration sur les cours pratiqués le 4 mai.

Citons :

Aux rentes : 3 p. c. Dette Belge 2^e série, 64-67,75; 5 p. c. Restauration Nationale, 88,50-89; 5 p. c. Intérieur à prime (titres de 25000 francs), 480-475; 5 p. c. Dette Belge 1925, 80,25-82,50; 6 p. c. Emprunt de Consolidation 1921, 93,50-94; 5 p. c. Emprunt Belge à Lots 1932 se répète à 516; 4 p. c. Dommages de Guerre 1921 (titres de 5000 francs), 175,50-173,50; 5 p. c. Dommages de Guerre 1922, 224,50-223; 5 p. c. Dommages de Guerre 1923, 485-488,50; 6 p. c. Association Nationale des Industriels et Commerçants, 92,20-91,50.

Aux assurances et banques : Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie, 6175-6125 (coupon n. 6 de 190 francs détaché); Banque Belge pour l'Etranger, 537,50-510; action de capital Banque Belge du Travail, 575-567,50; Banque de Bruxelles, 525-510; Banque Nationale de Belgique, 2000-1975; Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 692,50-700; part sociale Société Belge de Banque, 1405-1430; part de réserve Société Générale de Belgique, 4400-4350.

Aux entreprises mobilières, immobilières et hypothécaires : part de fondateur Crédit Foncier d'Extrême-Orient, 14750-15000; action de dividende Hypothécaire Belge-Américaine, 6000-4600 (coupon n. 32 de 741 fr. détaché); Immobilière Bruxelloise, 4500-4300.

Aux chemins de fer et canaux : action de dividende Braine-le-Comte à Gand, 4390-4435; action privilégiée 6 p. c. Société Nationale des Chemins de fer belges, 459-455; part de fondateur Congo, 2325-2315; action privilégiée 6 p. c. Katanga 752,50-747,50; action de jouissance Welkenraedt, 15000-15050.

Aux tramways, chemins de fer économiques et vicinaux : action de dividende Bruxellois, 5550-5275; 20^e part de fondateur Buenos-Ayres, 231-234; action de dividende Tramways de Gand, 512,50-487,50; action de dividende Pays de Charleroi, 930-872,50; 100^e part de fondateur Rosario, 185-190.

Aux tramways et électricité (trusts) : part sociale Bangkok, 650-627,50; part sociale Compagnie Belge de Chemins de fer et d'Entreprises 877,50-860; action de dividende Electrafina, 577,50-547,50; action de capital Electrobél, 2010-1975; part de fondateur Electro-rail, 4425-4310; action privilégiée Sidro, 477,50-492,50; action de capital Traction et Electricité, 1940-1910; action ordinaire Sofina, 10050-10250.

Aux entreprises de gaz et d'électricité : action de jouissance Compagnie Electrique Anversoise, 3760-3610; 10^e part de fondateur Electricité du Borinage, 3150-3050; part de fondateur Bruxelloise d'Electricité, 11675-11200; action de dividende Electricité de l'Escaut, 6300-6125; 10^e part de fondateur Electricité Est de la Belgique, 6525-6275; 10^e part de fondateur Electricité Nord de la Belgique, 7675-7325; 10^e part de fondateur Electricité Ouest de la Belgique, 3270-3200; part de fondateur Electricité de Seraing et Extensions, 7700-8150; (coupon n. 11 de fr. 252.28 détaché).

Aux industries métallurgiques : Aciéries de Haine-Saint-Pierre, 1550-1440; Baume et Marpent, 4040-3900; 10^e part de fondateur idem, 2490-2340; Forges de Clabecq 18425-17400; Espérance-Longdoz, 2340-2240; Ougrée-Marihaye, 1400-1395; Forges de la Providence, 7850-7625; Hauts Fourneaux Thy-le-Château-Marcinelle, 2425-2225.

Aux charbonnages : Amercœur, 1275-1250; Bonne-Espérance et Batterie, 1650-1625; Gouffre, 12900-11500; Nord de Gilly, 7500-7350; Sacré-Madame, 2060-1985; part sociale Wérister, 3005-2875.

Aux zincs, plombs, et mines : part sociale Overpelt-Lommel et Corphalie, 375-355; part sociale Métallurgique de Prayon, 900-850; 1/10^e action Vieille-Montagne, 2140-2100.

Aux glaceries : Auvelais, 12600-13150; 1/5^e action Charleroi, 3025-2900; action privilégiée Compagnie de Floreffe, 2145-2005; part sociale St-Roch, 14425-14450.

Aux industries de la construction : Carrières Unies de Porphyre, 3050-2820; action ordinaire Ciments de Visé, 1150-1065; part de fondateur Merbes-Sprimont, 1700-1660.

Aux industries textiles et soieries : Linière Gantoise, 1985-1835; Linière La Lys, 7925-7500; action ordinaire Soie Viscose, 695-625.

Aux produits chimiques : part sociale Fabrique Nationale de Produits Chimiques et Explosifs, 1165-1035; Laeken, 1210-1205; action de capital Sidac se répète à 1710; part sociale Union Chimique Belge, 390-365.

Aux valeurs coloniales : part de fondateur Auxiliaire Chemins de fer Grands Lacs, 2900-2925; action de capital Ciments du Katanga, 1925-1900; action de capital Compagnie pour le Commerce et l'Industrie au Congo, 1850-1865; action privilégiée Katanga, 25800-25600; action ordinaire idem, 23600-23500; 100^e part de fondat. Minières des Grands Lacs Africains, 1125-1132,50; 1/3 action de dividende Simkat, 775-760.

A l'alimentation : action de dividende Moulins Rypens, 1885-1900; action de jouissance Moulins des Trois-Fontaines, 5825-5800.

Aux brasseries : part sociale Brasserie de Haecht, 1455-1580 (coupon n. 29 de fr. 60.64 détaché); Brasseries d'Ixelles, 4390-4410; Brasserie de Koekelberg, 2250-2300.

Aux industries diverses : 9^e action ordinaire Anciens Etablissements De Naeyer, 1830-1685; action de capital Grands Magasins de la Bourse, 520-505; part de fondateur Grands Magasins à l'Innovation, 3575-3450; Oxhydrique Internationale, 222,50-265.

Aux papeteries : part sociale Papeteries de Saventhem, 1205-1145.

Aux actions étrangères : part de fondateur Banque Agricole d'Egypte, 62000-64000; Chade 5170-5325; part de fondateur Chemins de fer Economiques du Nord, 1865-1900; part bénéficiaire Electricité et Gaz du Nord, 14425-14400; part bénéficiaire Electricité Parisienne, 2885-2915; action ordinaire de 1000 florins Royal Dutch, 22000-22300.

Terme.

Banque de Paris et des Pays-Bas, 2250-2285; Barcelona Traction, 408,75-418,75; Brazilian Traction 326,25-302,50; Héliopolis, 1375-1390; Métropolitain de Paris, 1845-1800; 100^e part de fondateur Minière des Grands Lacs, 1130-1140; Royal Dutch, 2260-2240; action ordinaire Hydro-Electric Securities, 185,50-183,50; action privilégiée Sidro, 477,50-493,75; action de dividende Transports, Electricité et Gaz, 425-415; action privilégiée Union Minière du Haut Katanga, 3350-3360.

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

MARCHÉ DE L'ARGENT A BRUXELLES.

I. — Taux officiels et taux « hors banque » (escompte et prêts).

DATES	Taux officiels (B. N. de B.)			Taux « hors banque »		Taux du « call money »		Taux des reports (1)	
	escompte d'acceptat. et de traites domiciliées	escompte de traites non domic. et de promesses	prêts et avances sur fonds publics nationaux	papier commercial	papier financier	en compensation	marché	sur valeurs au comptant	sur valeurs à terme
6 mai 1933	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,750	0,750	6,50	6,—
8 —	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,875	0,875	6,50	6,—
9 —	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,875	0,875	6,50	6,—
10 —	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,750	1,—	6,50	6,—
11 —	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,750	1,—	6,50	6,—
12 —	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,750	1,—	6,50	6,—
13 —	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,750	0,750	6,50	6,—
15 —	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,750	0,750	6,50	6,—
16 —	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,875	0,875	6,50	6,—
17 —	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,875	0,875	6,50	6,—
18 —	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,750	0,750	6,50	6,—
19 —	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,750	0,750	6,50	6,—
20 —	3,50	4,—	4,50	2,4375	3,125	0,875	0,875	6,50	6,—

(1) Taux de la Caisse Générale de Reports et de Dépôts.

II. — Taux des dépôts en banque au 20 mai 1933.

BANQUES	Compte à vue	Compte de quinz. ou à 15 jours de préavis	Compte de dépôts à :					Caisse Gén. d'Épargne et de Retraite	
			1 mois	3 mois	6 mois	1 an	2 ans et plus	jusque 20.000 francs	au delà de 20.000 fr.
A. — Au 20 mai 1933 :									
Société Générale	1,—	2,30	2,40	2,50	2,75	—	—	—	—
Banque de Bruxelles	1,—	2,30	2,40	2,50	2,75	—	—	—	—
Caisse de Reports	1,—	2,32	—	2,50	2,75	—	—	—	—
Algemeene Bankvereniging	1,—	2,30	2,40	2,50	2,75	—	—	—	—
Société Belge de Banque	1,—	2,30	2,40	2,50	2,75	—	—	—	—
Société Nation. de Crédit à l'Ind.	—	—	—	3,—	3,25	3,75	4,—	—	—
Caisse Gén. d'Épargne et de Retr.	—	—	—	—	—	—	—	3,— (1)	2,—
B. — Les derniers mois :									
1931	1,—	(*) 2,11	(**) 2,20	(**) 2,30	(**) 2,30	(***) 3,10	(***) 3,35	(1) 3,—	2,—
1932	1,—	2,30	2,35	2,45	2,65	3,65	3,90	3,—	2,—
1932 Février	1,—	2,15	2,20	2,30	2,50	3,50	3,75	3,—	2,—
Mars	1,—	2,28	2,30	2,40	2,65	3,50	3,75	3,—	2,—
Avril	1,—	2,37	2,40	2,50	2,75	3,60	3,85	3,—	2,—
Mai	1,—	2,35	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Juin	1,—	2,35	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Juillet	1,—	2,35	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Août	1,—	2,33	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Septembre	1,—	2,36	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Octobre	1,—	2,35	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Novembre	1,—	2,37	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Décembre	1,—	2,34	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
1933 Janvier	1,—	2,35	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Février	1,—	2,33	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Mars	1,—	2,33	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—
Avril	1,—	2,33	2,40	2,50	2,75	3,75	4,—	3,—	2,—

(*) Taux du compte de quinzaine à la Caisse Générale de Reports et de Dépôts (deuxième quinzaine du mois).

(**) Moyenne des taux appliqués dans les cinq premières banques mentionnées ci-dessus.

(***) Moyenne des taux appliqués à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

(1) Suivant décision de la Caisse d'Épargne du 17 novembre dernier, les intérêts pour l'année 1932 ont été relevés de deux-dixièmes, pour la partie des dépôts n'excédant pas 20.000 francs.

MARCHE DES CHANGES A BRUXELLES

I. — Cours quotidiens.

DATES	LONDRES 1 £ = 35 belgas	PARIS 100 fr. = 29,1773 b	NEW-YORK (cable) 1 \$ = 7,19193 b.	AMSTERDAM 100 fl. = 289,086 b.	GENÈVE 100 fr. = 138,77 b	MADRID 100 P. = 138,77 b.	ITALIE 100 lires = 37,862 b.	STOCKHOLM 100 cr. = 192,736 b.	OSLO 100 cr. = 192,736 b.	COPENHAGUE 100 cr. = 192,736 b.	PRAQUE 100 Ko = 21,3086 b.	MONTREAL 1 \$ = 7,19193 b.	BERLIN 100 M. = 171,321 b	VARSOVIE 100 zl. = 80,66 b.
8 mai 1933...	24,215	28,2275	6,0625	288,12	138,53	61,50	37,70	125,—	122,85	107,95	21,30	5,35	168,85	80,25
9 — ...	24,34	28,24375	6,2275	289,10	138,54	61,575	37,85	126,—	123,90	108,70	21,35	5,37	168,90	80,15
10 — ...	24,23	28,255	6,12375	288,69	138,69	61,375	37,75	125,60	123,50	108,—	21,30	5,30	168,40	80,125
11 — ...	24,2025	28,26	6,1025	288,55	138,60	61,50	37,68	124,45	123,—	107,95	21,30	5,35	168,40	80,15
12 — ...	24,235	28,26625	6,085	288,70	138,69	61,35	37,59	124,10	122,25	108,15	21,38	5,38	168,60	80,25
15 — ...	24,345	28,2675	6,17125	288,80	138,71	61,35	37,38	124,90	123,40	108,55	21,38	5,42	165,65	80,30
16 — ...	24,2175	28,255	6,165	288,68	138,68	61,35	37,15	124,50	122,60	108,—	21,40	5,375	164,77	80,32
17 — ...	24,215	28,24875	6,21	288,60	138,58	61,30	37,2275	124,70	122,80	108,—	21,40	5,40	165,47	80,375
18 — ...	24,3075	28,265	6,20875	288,75	138,625	61,425	37,50	124,90	123,30	108,40	21,40	5,38	168,—	80,305
19 — ...	24,33125	28,2675	6,265	288,89	138,79	61,30	37,54	125,25	123,50	108,50	21,40	5,41	168,90	80,40

N.-B. — En raison des dispositions prises en matière de devises en Autriche, en Hongrie et en Lettonie, la cotation des changes sur ces pays est suspendue à la Bourse de Bruxelles.

II. — Change à terme. (Report « R » ou déport « D » exprimés en belgas.)

DATES	POUR 1 £		POUR 100 FR. FR.		POUR 1 \$		POUR 100 FLORINS	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
<i>à 1 mois :</i>								
6 mai 1933.....	R 0,0100	R 0,0150	—	D 0,0100	D 0,0200	D 0,0150	D 1,10	—
8 —	R 0,0100	R 0,0200	D 0,0200	D 0,0100	D 0,0250	D 0,0150	D 2,—	D 1,40
9 —	R 0,0080	R 0,0120	D 0,0200	D 0,0140	D 0,0240	D 0,0180	—	D 1,60
10 —	R 0,0075	R 0,0125	D 0,0125	D 0,0050	D 0,0180	D 0,0120	D 2,—	D 1,50
11 —	R 0,0050	R 0,0100	D 0,0200	D 0,0100	D 0,0120	D 0,0080	D 2,40	D 1,60
12 —	R 0,0060	R 0,0100	D 0,0150	D 0,0100	D 0,0200	D 0,0160	D 2,—	D 1,60
13 —	R 0,0100	—	D 0,0150	—	D 0,0160	—	—	D 1,60
15 —	R 0,0150	R 0,0200	D 0,0100	pair	D 0,0150	D 0,0125	D 2,—	D 1,60
16 —	R 0,0180	R 0,0230	D 0,0080	D 0,0050	D 0,0150	D 0,0100	D 1,90	D 1,60
17 —	R 0,0150	R 0,0200	D 0,0150	D 0,0100	D 0,0200	D 0,0120	D 1,80	D 1,60
18 —	R 0,0175	R 0,0200	D 0,0140	D 0,0100	D 0,0180	D 0,0120	D 1,80	D 1,60
19 —	R 0,0200	R 0,0250	D 0,0100	D 0,0050	D 0,0130	D 0,0100	D 1,60	D 1,—
20 —	R 0,0175	R 0,0200	D 0,0100	D 0,0050	D 0,0160	—	D 1,40	—
<i>à 3 mois :</i>								
6 mai 1933.....	—	R 0,0320	D 0,0250	D 0,0200	—	D 0,0450	—	D 2,80
8 —	R 0,0200	R 0,0300	D 0,0300	D 0,0200	D 0,0700	D 0,0600	D 7,—	D 5,—
9 —	R 0,0300	R 0,0350	D 0,0350	D 0,0300	D 0,0650	D 0,0550	—	D 5,60
10 —	R 0,0325	R 0,0400	D 0,0300	D 0,0250	D 0,0400	D 0,0300	D 5,40	D 4,80
11 —	R 0,0300	R 0,0350	D 0,0400	D 0,0300	D 0,0525	—	D 5,—	D 4,—
12 —	R 0,0350	R 0,0400	D 0,0350	D 0,0325	D 0,0575	D 0,0500	D 5,50	D 4,60
13 —	R 0,0400	—	D 0,0300	—	—	D 0,0540	—	D 5,40
15 —	R 0,0550	R 0,0650	D 0,0150	pair	D 0,0450	D 0,0350	D 5,60	D 5,—
16 —	R 0,0500	R 0,0600	D 0,0100	D 0,0050	D 0,0450	D 0,0350	D 5,—	D 4,—
17 —	R 0,0450	R 0,0500	D 0,0250	D 0,0160	D 0,0420	D 0,0340	D 5,—	D 4,40
18 —	R 0,0500	R 0,0550	D 0,0200	D 0,0140	D 0,0360	D 0,0300	D 4,80	D 4,60
19 —	R 0,0550	R 0,0650	D 0,0150	D 0,0050	D 0,0340	D 0,0300	D 4,—	D 3,—
20 —	R 0,0650	R 0,0700	D 0,0125	D 0,0075	D 0,0340	—	D 3,40	—
<i>Moyennes des cotations antérieures (à 3 mois) :</i>								
1931	D 0,0990	D 0,1035	R 0,1823	R 0,0174	D 0,0165	D 0,0143	D 0,6177	D 1,0217
1932	R 0,0917	R 0,0948	R 0,1239	R 0,1308	R 0,0027	R 0,0076	R 0,6460	R 0,8430
1932 Février	D 0,0191	D 0,0233	R 0,0990	R 0,1103	D 0,0182	D 0,0143	D 0,9480	D 0,6444
Mars	R 0,1820	R 0,1940	R 0,1480	R 0,1580	R 0,0100	R 0,0150	R 0,3170	R 0,7680
Avril	R 0,0470	R 0,0500	R 0,0560	R 0,0690	D 0,0190	D 0,0170	R 0,0710	R 0,1450
Mai	R 0,0150	R 0,0210	R 0,0250	R 0,0320	D 0,0460	D 0,0390	R 0,0500	R 0,1700
Juin	R 0,0010	R 0,0035	D 0,0060	D 0,0010	D 0,0600	D 0,0470	R 0,0580	R 0,1400
Juillet	R 0,0460	R 0,0120	R 0,0440	R 0,0100	D 0,0120	D 0,0160	R 0,3060	R 0,0850
Août	R 0,1850	R 0,1840	R 0,2000	R 0,2000	R 0,0375	R 0,0410	R 1,7300	R 1,8500
Septembre	R 0,2460	R 0,2540	R 0,2420	R 0,2630	R 0,0510	R 0,0630	R 2,4400	R 2,7800
Octobre	R 0,1111	R 0,1240	R 0,1460	R 0,1590	R 0,0272	R 0,0320	R 1,5400	R 1,8400
Novembre	R 0,1723	R 0,1817	R 0,2049	R 0,2164	R 0,0409	R 0,0452	R 2,0225	R 2,2780
Décembre	R 0,2336	R 0,2440	R 0,2676	R 0,2783	R 0,0575	R 0,0623	R 2,8000	R 3,1080
1933 Janvier	R 0,1072	R 0,1142	R 0,0785	R 0,0871	R 0,0111	D 0,0142	R 1,2880	R 1,5610
Février	R 0,0748	R 0,0805	R 0,0017	R 0,0086	D 0,0150	D 0,0140	R 0,9708	R 1,1477
Mars	R 0,0496	R 0,0559	D 0,0441	D 0,0358	D 0,0885	D 0,0667	D 0,3923	D 0,2604
Avril	R 0,0247	R 0,0323	D 0,0474	D 0,0386	D 0,0894	D 0,0794	D 0,6864	D 0,3917

INDICES DES PRIX.

DATES	INDICES SIMPLÉS DES PRIX DE DÉTAIL EN BELGIQUE (1) (Base : avril 1914, indice 100)						INDICES DU COUT DE LA VIE EN BELGIQUE 3 ^e CATÉGORIE (Base : 1921, ind. 100)		
	Anvers	Bruxelles	Gand	Liège	Pour le royaume		Alimentation	Ensemble	
					en fr.-nouv.	en fr.-or (2)			
1931	plus haut	871	893	817	823	846	122	197	217
	plus bas	793	802	734	736	764	110	162	192
	moyenne	824	836	768	774	798	115	177	203
1932	plus haut	784	788	722	720	752	108	163	190
	plus bas	740	740	681	675	706	102	144	178
	moyenne	754	755	692	691	720	104	151	183
1932	Février	761	772	703	704	734	106	152	184
	Mars	760	760	695	695	725	104	149	182
	Avril	745	749	686	687	715	103	144	179
	Mai	746	748	683	683	712	103	145	179
	Juin	743	746	684	677	708	102	144	178
	Juillet	740	740	684	675	708	102	145	179
	Août	741	741	681	675	706	102	144	178
	Septembre	755	749	691	685	713	103	153	183
	Octobre	757	756	691	693	720	104	159	187
	Novembre	759	758	691	701	726	105	163	190
	Décembre	754	756	688	700	722	104	160	188
	1933	Janvier	758	757	693	704	724	104	157
Février		756	755	695	705	722	104	159	187
Mars		745	747	682	703	715	103	153	183
Avril		741	740	680	695	709	102	150	180

DATES	INDICES DES PRIX DE GROS							
	Belgique (Ministère de l'Industrie et du Travail) Base : avril 1914	Angleterre (B. of Trade) Base : 1913	Allemagne (Statistisches Reichsamts) Base : 1913	Etats-Unis (B. of Labor) Base : 1926 (3)	France (Statistique Générale de la France) Base:juil.1914	Pays-Bas (Bur. central de Statistique) Base : 1913		
	fr.-nouveaux	francs-or (2)						
1931	plus haut	661	95	107	115	78	494	105
	plus bas	573	83	99	104	69	413	85
	moyenne	626	90	104	111	73	462	97
1932	plus haut	557	80	106	100	67	427	84
	plus bas	512	74	98	92	63	390	75
	moyenne	532	77	102	96	65	407	79
1932	Février	554	80	105	100	66	421	83
	Mars	548	79	105	100	66	427	82
	Avril	539	78	102	98	65	425	80
	Mai	526	76	101	97	64	421	79
	Juin	514	74	98	96	64	408	78
	Juillet	512	74	98	96	64	404	76
	Août	524	76	99	95	65	394	75
	Septembre	533	77	102	95	65	397	78
	Octobre	529	76	101	94	64	392	77
	Novembre	525	76	101	94	64	391	77
	Décembre	522	75	101	92	63	390	76
	1933	Janvier	521	75	100	91	61	390
Février		512	74	99	91	60	390	74
Mars		504	73	98	91	60	385	72
Avril		501	72	97	91		384	71

(1) Indice au 15 de chaque mois.
(2) Sur la base du taux de stabilisation.
(3) Nouvel indice pour 784 produits.

INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE.

Base : moyenne mensuelle du chiffre d'affaires de 1927 = 100.

PÉRIODES	Grands magasins						Magasins à succursales		Coopératives et magasins patronaux					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932
Mai	123	105	107	91	120	109	124	112	63	55	120	109	149	131
Juin	131	110	122	114	168	143	122	111	64	56	114	110	136	119
Juillet	86	68	86	74	135	120	136	119	63	54	125	113	127	107
Août	71	59	91	72	116	109	123	117	63	51	115	107	120	92
Septembre	101	86	120	101	138	125	118	117	58	55	114	112	141	122
Octobre	116	109	126	102	125	117	124	118	63	59	129	122	172	142
Novembre	85	79	88	88	147	156	126	117	58	57	115	115	137	127
Décembre	105	99	136	148	208	230	135	123	59	57	132	139	144	138
	1932	1933	1932	1933	1932	1933	1932	1933	1932	1933	1932	1933	1932	1933
Janvier	78	70	104	97	121	108	117	120	55	58	120	132	145	135
Février	73	64	90	86	123	133	110	98	55	53	114	113	118	111
Mars	101	103	101	105	120	124	120	114	56	60	119	118	149	136
Avril	109	(1) 109	101	(1) 105	114	(1) 114	114	117	58		116		139	

(1) Indices provisoires.

ABATAGES DANS LES PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS.

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)		Chevaux		Veaux		Porcs, porcelets		Moutons, agneaux, chèvres	
	Ancienne statistique (6 abattoirs)	Nouvelle statistique (13 abattoirs)	Ancienne statistique (6 abattoirs)	Nouvelle statistique (13 abattoirs)	Ancienne statistique (6 abattoirs)	Nouvelle statistique (13 abattoirs)	Ancienne statistique (6 abattoirs)	Nouvelle statistique (13 abattoirs)	Ancienne statistique (6 abattoirs)	Nouvelle statistique (13 abattoirs)
	<i>(Nombre de bêtes abattues)</i>									
1931 Moyenne mensuelle	8.578	10.636	809	862	9.385	11.636	22.863	27.837	6.010	6.546
1932 Moyenne mensuelle	11.938	14.589	792	833	10.430	13.062	20.081	24.926	5.039	5.594
1932 Février	9.815	143.214 (*)	743	7.664 (*)	8.002	134.028 (*)	19.725	253.871 (*)	6.540	45.337 (*)
Mars	12.653		787		8.002		19.725		6.540	
Avril	11.564		609		11.760		21.808		5.738	
Mai	10.282		502		11.119		18.871		3.204	
Juin	12.946		561		12.018		22.025		2.197	
Juillet	10.733		550		13.755		24.455		2.064	
Août	12.846		605		10.534		18.145		1.731	
Septembre	13.455		910		12.050		20.915		1.840	
Octobre	13.249		1.078		10.314		20.551		3.460	
Novembre	14.400		1.040		8.462		19.316		6.778	
1932 Décembre	11.930	17.290	1.091	10.076	11.935	20.152	25.101	11.039	12.448	
1933 Janvier	12.940	14.563	1.170	1.247	8.855	10.781	15.629	20.142	8.231	9.340
Février	11.356	15.826	952	1.022	8.639	11.415	14.985	19.750	7.087	8.027
Mars	13.083	13.752	899	957	8.840	12.291	13.001	16.996	4.224	4.697
Avril	11.107	15.580	951	1.001	12.230	15.928	15.982	19.959	3.384	3.568
		13.475	756	793	10.511	13.561	15.385	19.197	2.795	2.958

(*) Chiffres pour les dix premiers mois de 1932.

STATISTIQUE DU CHOMAGE EN BELGIQUE (1).

MOIS	ASSURÉS EN ÉTAT DE CHÔMAGE AU DERNIER JOUR OUVRABLE DU MOIS								TOTAL DES JOURNÉES PERDUES			
	Chiffres absolus				Moyenne pour cent assurés				A		B	
	Chômage complet		Chômage intermittent		Chômage complet		Chômage intermittent					
	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932	1931	1932
Avril	70.377	153.441	110.139	187.095	10,0	18,7	15,6	22,8	787	1.467	13,7	24,4
Mai	56.250	160.700	97.755	191.084	7,9	18,9	13,8	22,5	650	1.300	10,8	22,5
Juin	64.014	157.432	103.273	183.894	9,0	18,7	14,5	21,8	672	1.432	11,2	23,4
Juillet	64.754	169.411	117.404	174.646	9,0	19,6	16,4	20,3	775	1.437	12,9	24,0
Août	70.873	167.212	120.842	170.081	9,9	19,5	16,8	19,9	730	1.410	12,5	23,5
Septembre	75.222	163.048	121.674	168.120	10,2	18,3	16,5	18,9	810	1.387	13,5	23,1
Octobre	81.318	157.525	126.060	161.155	11,1	17,5	17,2	17,9	900	1.224	14,7	20,4
Novembre	97.807	157.206	140.776	145.547	12,6	17,5	18,1	16,2	940	1.238	15,1	20,6
Décembre	129.380	171.028	164.099	155.669	17,0	18,6	21,5	16,9	1.223	1.337	21,3	22,4
	1932	1933	1932	1933	1932	1933	1932	1933	1932	1933	1932	1933
Janvier	153.925	207.136	179.560	196.237	20,0	22,1	23,2	20,9	1.484	1.488	24,7	24,8
Février	168.676	201.305	194.509	185.052	21,0	21,0	24,3	19,3	1.514	1.593	25,2	26,5
Mars	158.016	195.715	191.742	186.942	19,3	20,1	23,4	19,2	1.515	1.445	25,2	24,1

(A) Par mille assurés et par semaine.

(B) En pour cent de l'ensemble des journées qu'auraient pu fournir les assurés.

(1) Statistique du ministère de l'Industrie et du Travail, publiée par la *Revue du Travail*

ACTIVITE DE LA CONSTRUCTION.

PÉRIODES	Nombre d'autorisations de bâtir délivrées dans l'agglomération bruxelloise, à Anvers, Gand et Liège (ancienne statistique)			Nombre d'autorisations de bâtir délivrées dans les agglomérations urbaines du pays (53 agglomérations - 114 communes)		
	Constructions	Reconstructions et transformations	Total	Constructions	Reconstructions et transformations	Total
Année 1932	3.544	7.670	11.214	12.782 (1)	15.643 (1)	28.425 (1)
1932 Février	284	598	882	—	—	—
Mars	351	700	1.051	—	—	—
Avril	363	680	1.043	—	—	—
Mai	402	673	1.075	—	—	—
Juin	268	748	1.016	—	—	—
Juillet	304	658	962	—	—	—
Août	256	667	923	—	—	—
Septembre	309	611	920	—	—	—
Octobre	256	644	900	—	—	—
Novembre	222	642	864	932	1.287	2.219
Décembre	244	560	804	817	1.225	2.042
1933 Janvier	230	551	781	901 (1)	1.098 (1)	1.999 (1)
Février	305	526	831	1.041 (1)	1.203 (1)	2.244 (1)
Mars	354	776	1.130	1.431 (1)	1.712 (1)	3.143 (1)
Avril	268 (2)	608 (2)	876 (2)	779 (1)	1.105 (1)	1.884 (1)

(1) Chiffres provisoires.

(2) Molenbeek-Saint-Jean, Schaerbeek et Woluwe-Saint-Lambert manquent.

**DECLARATIONS DE FAILLITE
ET HOMOLOGATIONS DE CONCORDATS PREVENTIFS A LA FAILLITE
PUBLIEES AU MONITEUR DU COMMERCE BELGE.**

PÉRIODES (13 semaines)	Nombre de faillites			Nombre de concordats homologués		
	1931	1932	1933	1931	1932	1933
Deuxième période	174	306		48	110	
Troisième période	158	251		43	116	
Quatrième période	298	311		41	81	
Total pour l'année	852	1.153		211	361	

ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES.

I. — Recettes et dépenses d'exploitation (millions de francs)

PÉRIODES	RECETTES				DÉPENSES	EXCÉDENT	COEFFICIENT D'EXPLOITATION
	Voyageurs	Marchandises	Produits extraordinaires	Ensemble			
1931 Moyenne mensuelle	72,2	179,8	5,6	257,6	252,0	5,6	97,84
1932 Moyenne mensuelle	62,3	137,8	4,3	204,4	218,4	-14,0	106,87
1932 Février	49,8	140,2	4,1	194,1	237,1	-42,9	122,11
Mars	60,3	142,5	3,9	206,7	235,2	-28,5	113,78
Avril	54,9	143,3	4,2	202,4	223,4	-21,0	110,37
Mai	65,1	127,9	4,0	197,0	217,0	-20,0	110,14
Juin	56,9	131,1	3,7	191,8	213,2	-21,4	111,17
Juillet	70,9	112,5	4,4	187,8	211,1	-23,3	112,38
Août	79,4	127,2	3,7	210,3	212,4	-2,1	101,02
Septembre	75,7	141,4	4,1	221,2	212,7	8,5	96,14
Octobre	65,4	153,8	4,6	223,8	211,3	12,5	94,43
Novembre	52,5	151,4	3,9	207,8	207,2	0,6	99,72
Décembre	57,0	142,2	5,0	204,2	202,8	1,4	99,30
1933 Janvier	54,7	125,9	6,3	186,9	209,3	-22,4	111,96
Février	46,1	119,5	3,8	169,4	202,1	-32,7	119,28
Mars	49,8	138,6	3,9	192,3	208,8	-16,5	108,61
Avril (chiffres provisoires)	64,7	122,0	3,5	190,2	198,8	-8,6	104,52

II. — Nombre de wagons fournis à l'industrie.

- A) Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations belges, y compris ceux pour le transport de houille, coke et briquettes;
 B) Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes;
 C) Nombre de wagons chargés en provenance des réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

PÉRIODES	A		B	C		A + C	
	wagons ch. de fer	wagons ch. de fer et particuliers		wagons ch. de fer	wagons ch. de fer et particuliers	wagons ch. de fer	wagons ch. de fer et particuliers
1931 Moyenne mensuelle	430.855	—	112.994	125.609	—	556.464	—
1932 Moyenne mensuelle	362.280	—	97.727	91.229	—	453.509	—
1932 Février	355.052	—	100.440	97.300	—	452.352	—
Mars	375.369	—	101.280	98.635	—	474.004	—
Avril	363.775	—	92.937	97.655	—	461.430	—
Mai	330.620	—	86.062	89.155	—	419.775	—
Juin	349.167	—	84.380	88.399	—	437.566	—
Juillet	296.984	—	61.990	80.045	—	377.029	—
Août	326.357	—	79.920	81.214	—	407.571	—
Septembre	367.418	—	105.556	93.840	—	461.258	—
Octobre	408.115	—	119.013	96.006	—	504.121	—
Novembre	421.341	—	120.387	88.421	—	509.762	—
Décembre	402.214	—	122.742	92.437	—	494.651	—
1933 Janvier	345.280	351.881	108.826	79.911	88.639	425.191	440.520
Février	321.272	327.862	97.168	79.965	88.612	401.237	416.474
Mars	376.381	383.969	98.387	89.363	98.328	465.744	482.297
Avril	328.490	335.342	86.550	78.825	87.206	407.315	422.548

III. — Statistique du trafic.
1° Trafic général.

PÉRIODES	VOYAGEURS		MARCHANDISES				
	Nombre (milliers)	Voyageurs-km. (millions)	Tonnes totales (milliers)	Tonnes-km. (millions) (*)			
				Service intérieur	Service internat.	Transit	Total
1931 Moyenne mensuelle	18.518	484	5.794	172	214	117	502
1932 Moyenne mensuelle	15.185	420	4.633	147	153	78	378
1932 Janvier	15.858	409	4.604	132	175	77	384
Février	14.885	388	4.619	136	170	82	388
Mars	15.770	429	4.712	149	166	71	386
Avril	14.558	393	4.617	140	166	79	385
Mai	16.284	451	4.234	122	153	72	347
Juin	14.880	413	4.422	129	155	77	361
Juillet	14.601	438	3.653	118	126	75	319
Août	15.475	482	4.054	143	131	78	352
Septembre	15.441	441	4.640	159	139	78	376
Octobre	15.421	418	5.251	180	147	84	411
Novembre	14.388	380	5.563	182	149	80	411
Décembre	14.661	393	5.228	170	154	90	414
1933 Janvier	15.244	396	4.438	137	150	82	369
Février	13.578	357	4.202	128	141	80	349
Mars			4.851				390

(*) Le trafic est réparti d'après les frontières du pays.

2° Transports de charbons, produits métallurgiques et minerais (*).

PÉRIODES	NOMBRE DE TONNES (milliers)								
	Charbons			Produits métallurg.			Minerais		
	Service intérieur et mixte	Service internat.	Transit	Service intérieur et mixte	Service internat.	Transit	Service intérieur et mixte	Service internat.	Transit
1931 Moyenne mensuelle	1.252	704	301	166	237	204	11	448	12
1932 Moyenne mensuelle	1.221	498	197	123	199	154	12	318	4
1932 Janvier	1.226	526	194	114	217	140	19	392	8
Février	1.226	557	178	127	224	163	19	358	5
Mars	1.247	520	175	132	183	130	12	364	6
Avril	1.134	511	179	132	239	167	15	337	1
Mai	1.028	501	191	122	191	142	7	344	2
Juin	1.040	484	206	122	215	155	8	305	—
Juillet	810	374	193	93	141	153	9	230	8
Août	1.039	408	205	117	180	150	12	284	3
Septembre	1.316	512	203	120	199	159	13	266	2
Octobre	1.517	523	227	133	207	159	8	297	5
Novembre	1.527	530	199	128	193	157	11	310	10
Décembre	1.537	536	217	136	197	174	14	325	1
1933 Janvier	1.387	502	194	129	186	147	13	304	13
Février	1.266	444	183	117	184	175	10	316	6

(*) Le trafic est réparti d'après les frontières du pays.

MOUVEMENT DU PORT D'ANVERS (1).

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME					NAVIGATION FLUVIALE						
	ENTRÉES			SORTIES		ENTRÉES			SORTIES			
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de stères)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de stères)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)
				chargés	sur lest							
1931 Moyenne mensuelle ..	880	1.866	877	746	130	857	3.810	1.153	366	3.724	1.103	240
1932 Moyenne mensuelle ..	784	1.639	780	651	133	672	3.618	1.084	267	3.621	1.069	247
1932 Février	818	1.606	754	710	111	645	3.432	1.108	256	3.336	999	241
Mars	751	1.577	649	631	123	642	3.564	1.110	272	3.645	1.086	218
Avril	735	1.595	736	641	121	707	3.653	1.096	238	3.867	1.173	238
Mai	769	1.636	737	607	118	614	3.466	1.008	238	3.508	1.044	247
Juin	747	1.611	787	621	126	675	3.645	1.046	261	3.788	1.085	264
Juillet	783	1.614	781	638	127	597	3.787	1.063	225	3.729	1.021	232
Août	784	1.669	728	676	119	585	3.635	1.019	280	3.600	1.014	238
Septembre	768	1.506	687	655	123	689	3.654	1.113	261	3.684	1.076	241
Octobre	824	1.724	825	670	148	712	3.725	1.195	323	3.612	1.123	225
Novembre	802	1.649	910	650	149	765	3.528	1.090	303	3.554	1.114	305
Décembre	840	1.777	977	632	184	721	3.807	1.150	310	3.723	1.126	278
1933 Janvier	784	1.686	825	638	142	698	3.341	1.054	264	3.012	931	234
Février	717	1.545	761	596	111	753	3.300	1.019	285	3.320	1.043	209
Mars	806	1.683	824	703	107	780	3.751	1.182	299	3.796	1.187	231
Avril	783	1.664		674	110		3.449	1.070		3.345	1.012	

(1) Chiffres communiqués par le capitaine du port d'Anvers

MOUVEMENT DU PORT DE GAND.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (milliers de tonnes métriques)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	Entrées	Sorties
1931 Moyenne mensuelle.	212	214	212	213	217	158	225	116
1932 Moyenne mensuelle.	176	178	180	177	179	110	152	108
1932 Février	194	177	184	214	207	165	181	121
Mars	200	181	209	190	173	114	150	97
Avril	185	172	153	195	177	109	157	85
Mai	145	147	183	143	155	96	129	103
Juin	154	164	166	153	158	101	143	138
Juillet	158	170	206	153	166	77	111	96
Août	169	191	102	172	197	106	152	95
Septembre	160	170	235	158	165	96	162	106
Octobre	185	207	213	179	199	156	162	118
Novembre	155	153	200	168	173	91	157	138
Décembre	172	185	193	172	184	62	184	107
1933 Janvier	165	193	209	161	182	59	92	80
Février	164	179	211	161	176	81	150	164
Mars	163	153	155	166	151	93	166	131
Avril	133	126		131	125			

ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION EN BELGIQUE

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION					CAISSE DE LIQUIDATION DE LA BOURSE DE BRUXELLES			
	BRUXELLES ET PROVINCE			BRUXELLES		COMPTANT			TERME
	Nombre de chambres à la fin de la période	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de séances	Nombre de participants à la fin de la période	Montant des liquidations (millions de francs)	Montant des liquidations (millions de francs)
								(1)	(1)
1931 Moyenne mensuelle	38 (2)	365	31.116	162	21.391	21	250 (2)	449	99
1932 Moyenne mensuelle	38 (2)	345	24.412	162	16.870	20	250 (2)	340	73
1932 Février	38	347	24.966	162	16.798	20	250	337	80
Mars	38	353	29.758	167	20.546	21	250	438	152
Avril	38	360	24.774	168	16.866	21	250	285	72
Mai	38	338	22.034	160	15.101	19	250	273	39
Juin	38	339	21.763	159	14.611	22	250	290	39
Juillet	38	331	24.463	156	17.315	18	250	239	55
Août	38	330	23.126	155	16.237	22	250	369	61
Septembre	38	327	23.418	153	16.478	22	250	538	100
Octobre	38	345	24.656	161	17.516	20	250	285	82
Novembre	38	337	21.080	157	14.291	20	250	264	59
Décembre	38	368	26.136	173	18.250	21	250	354	82
1933 Janvier	38	355	24.979	171	18.041	21	250	379	83
Février	38	321	20.422	154	14.526	19	250	288	71
Mars	38	348	22.732	166	15.468	23	250	321	55
Avril	38	317	20.399	150	14.482	18	250	275	47

(1) Dans ce montant, les achats ou les ventes ne sont comptés qu'une seule fois.

(2) Au 31 décembre.

MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX EN BELGIQUE.

(millions de francs)

PÉRIODES	Nombre de comptes à la fin de la période	Avoir global (moyenne journalière)	CRÉDITS		DÉBITS		Mouvement général	Pourcentage des opérations sans emploi de numéraire
			Versements	Virements	Chèques et divers	Virements		
1932 Moyenne mensuelle (*)	313.978	2.360	3.528	8.188	3.484	8.197	23.396	86,2
1932 Février	301.158	2.474	3.529	8.760	3.676	8.768	24.733	87,3
Mars	303.161	2.382	3.935	9.080	3.778	9.088	25.881	86,6
Avril	304.225	2.350	3.761	8.833	3.857	8.841	25.293	85,7
Mai	305.739	2.323	3.123	7.690	3.203	7.693	21.710	86,2
Juin	307.266	2.325	3.205	7.740	3.156	7.747	21.848	86,3
Juillet	308.210	2.431	3.479	8.077	3.359	8.089	23.004	86,2
Août	309.096	2.281	3.065	7.514	3.236	7.521	21.336	86,3
Septembre	310.293	2.197	2.987	6.964	2.962	6.979	19.893	85,5
Octobre	311.798	2.316	3.801	8.118	3.608	8.136	23.663	85,6
Novembre	313.380	2.410	3.259	7.863	3.348	7.871	22.342	86,2
Décembre	313.978	2.464	4.196	8.711	3.539	8.722	25.166	86,6
1933 Janvier	315.680	2.474	3.880	9.339	4.339	9.357	26.915	86,1
Février	315.082	2.534	3.201	7.988	3.207	7.997	22.392	86,9
Mars	316.559	2.576	3.426	8.267	3.243	8.274	23.209	86,7
Avril	318.109	2.630	3.559	8.163	3.581	8.171	23.474	85,5

(*) Au 31 décembre.

CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE (sous la garantie de l'État).

Dépôts sur livrets (particuliers exclusivement) (1).

(Milliers de francs.)

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à la fin de la période (2)	Nombre de livrets à fin d'année
Année 1931	3.170.650	1.949.576	1.221.074	9.114.550	5.126.978
Année 1932	2.816.527	2.438.236	378.291	9.812.621	
1932 Février	288.727	196.784	91.943	9.361.848	
Mars	227.964	242.754	— 14.790 (4)	9.347.058	
Avril	273.677	183.520	90.157	9.437.215	
Mai	246.169	184.731	61.438	9.498.653	
Juin	218.483	192.765	25.718	9.524.371	
Juillet	218.899	203.756	15.143	9.539.514	
Août	175.648	221.414	— 45.766	9.493.748	
Septembre	178.717	211.183	— 32.466	9.461.282	
Octobre	208.163	192.318	15.845	9.477.127	
Novembre	173.809	190.036	— 16.226	9.460.901	
Décembre	255.359	223.419	31.940	9.812.621	
1933 Janvier	292.799 (3)	202.345 (3)	90.454 (3)	9.903.075 (3)	
Février	198.753 (3)	175.721 (3)	23.032 (3)	9.926.107 (3)	
Mars	193.966 (3)	225.166 (3)	— 31.200 (3)	9.894.907 (3)	
Avril	200.249 (3)	224.830 (3)	— 24.581 (3)	9.870.326 (3)	

(1) Les chiffres du présent tableau ne donnent que les mouvements de l'épargne pure.

(2) Les soldes des années 1931 et 1932 et celui de décembre 1932 comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

(3) Chiffres approximatifs provisoires.

(4) Retraits pour souscription à l'emprunt 5 p. c. à lots.

**RAPPORT DES EFFETS IMPAYÉS AUX EFFETS PRÉSENTÉS A L'ENCAISSEMENT
PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE.**

PÉRIODES	NOMBRE DES			MONTANT DES		
	Effets présentés	Effets impayés	%	Effets présentés	Effets impayés	%
				(milliers de francs)		
Année 1931	1.467.857	117.133	7,98	7.459.992	310.996	4,17
Année 1932	1.486.550	130.809	8,80	10.244.132	294.215	2,87
1932 Février	117.357	11.975	10,20	840.257	31.885	3,79
Mars	138.625	13.263	9,57	930.088	32.796	3,53
Avril	146.166	12.969	8,87	907.156	29.963	3,30
Mai	138.563	11.466	8,27	881.803	27.975	3,17
Juin	129.964	11.240	8,65	1.053.122	24.823	2,36
Juillet	116.475	10.824	9,29	703.830	22.716	3,23
Août	109.931	10.092	9,18	834.861	20.110	2,41
Septembre	109.893	9.197	8,37	862.826	17.443	2,02
Octobre	117.788	9.064	7,70	755.251	17.384	2,30
Novembre	116.516	9.106	7,81	822.068	17.284	2,10
Décembre	122.410	9.986	8,16	893.199	20.121	2,25
1933 Janvier	116.867	10.018	8,57	747.279	19.521	2,61
Février	100.575	9.974	9,92	702.829	17.814	1,77
Mars	102.297	8.661	8,47	1.175.284	17.092	1,45
Avril	106.707	8.290	7,77	714.523	15.056	2,11

Banque Nationale de Belgique

Principaux postes des situations hebdomadaires

(milliers de francs).

ACTIF	30-12-1913	19-5-1932	20-4-1933	27-4-1933	4-5-1933	11-5-1933	18-5-1933
Encaisse :							
Or	(1) 306.377	12.659.702	13.354.813	13.356.234	13.378.958	13.379.875	13.380.168
Traites et disponibilités « or » sur l'étranger.....	170.328	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Belgique et sur l'étranger (*)	603.712	4.609.298	3.893.369	3.912.771	3.934.128	3.861.695	3.788.682
Avances sur fonds publics	57.901	325.632	277.401	253.386	289.871	259.643	305.631
Bons et annuités du Trésor Belge (**)	—	1.440.000	1.813.918	1.813.918	1.813.918	1.813.918	1.813.918
PASSIF							
Billets en circulation	1.049.762	18.078.223	18.055.173	18.101.630	18.163.473	18.088.286	17.963.228
Comptes courants particuliers	88.333	1.184.874	1.535.692	1.574.854	1.488.198	1.539.409	1.577.187
Compte courant du Trésor	14.541	123.849	205.307	115.915	219.263	141.965	204.139
Total des engagements à vue...	1.152.636	19.386.946	19.796.172	19.792.399	19.870.934	19.769.660	19.744.554
Rapport de l'encaisse aux engagements à vue	41,36 %	65,30 %	67,46 %	67,48 %	67,33 %	67,68 %	67,77 %
Taux d'escompte de traites acceptées	5,— %	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %
Taux des prêts sur fonds publics.....	5,— %	4,50 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %

(1) Y compris 57.351 « Argent, billon et divers ».

(*) A partir du 28-7-32, la rubrique est dénommée « Portefeuille-effets sur la Belgique et valeurs-or sur l'Etranger ».

(**) A partir du 28-7-32, la rubrique est dénommée « Bons, annuités et titres d'obligations du Trésor belge » (Lois du 27-12-30 et du 19-7-32).

Banque du Congo Belge

Principaux postes des situations mensuelles (milliers de francs).

ACTIF	31-12-1927	29-2-1932	31-10-1932	30-11-1932	31-12-1932	31-1-1933	28-2-1933
Encaisse-or :							
Lingots et monnaies d'or	24.818	81.047	69.584	61.756	61.794	61.794	61.794
Devises-or sur l'étranger.....	28.768	—	—	—	—	—	—
Encaisses diverses et avoirs en banque	78.031	177.549	410.122	398.435	508.807	391.995	362.717
Effets sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	263.880	163.389	73.516	73.494	70.717	70.917	72.017
Comptes courants	163.234	164.051	72.861	71.571	57.074	62.904	54.261
PASSIF							
Billets en circulation	124.619	156.621	119.973	116.520	127.789	126.959	128.023
Créditeurs :							
à vue	222.030	319.259	273.538	264.487	385.853	250.431	268.715
à terme.....	68.465	121.410	126.955	115.645	99.030	110.668	104.220
Rapport de l'encaisse en valeurs-or à la circulation fiduciaire.....	42,99 %	51,75 %	58,— %	53,— %	48,36 %	48,67 %	48,27 %

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION

	depuis le	P. c.		depuis le	P. c.
Allemagne	22 septembre 1932	4	Hongrie.....	18 octobre 1932	4,50
Autriche	24 mars 1933	5	Indes	16 février 1933	3,50
Belgique	14 janvier 1932	3,50	Italie	9 janvier 1933	4
Bulgarie	25 mai 1932	8	Japon	18 août 1932	4,38
Danemark	12 octobre 1932	3,50	Lettonie	1 ^{er} janvier 1933	5,50
Dantzig	5 mai 1933	3	Lithuanie	6 mai 1932	7
Espagne	29 octobre 1932	6	Norvège	1 ^{er} septembre 1932	4
Estonie	28 janvier 1932	5,50	Pologne	21 octobre 1932	6
États-Unis (Federal Res. Bank of New-York)	7 avril 1933	3	Portugal	13 mars 1933	6
Finlande	31 janvier 1933	6	Roumanie	5 avril 1933	6
France	10 octobre 1931	2,50	Suède	1 ^{er} septembre 1932	3,50
Grande-Bretagne	30 juin 1932	2	Suisse	22 janvier 1931	2
Grèce	3 décembre 1932	9	Tchécoslovaquie	25 janvier 1933	3,50
Hollande	12 mai 1933	3,50	Yougoslavie	20 juillet 1931	7,50

Banque des Règlements Internationaux, à Bâle

SITUATION

ACTIF.

en milliers de francs suisses au pair monétaire.

PASSIF.

	Au 28 février 1933		Au 31 mars 1933			Au 28 février 1933		Au 31 mars 1933		
		%		%			%		%	
I. Encaisse :					I. Capital :					
A la banque et en compte courant dans d'autres banques	9.305	0,9	11.396	1,2	Capital autorisé et émis : 200.000 actions de 2.500 fr. suisses-or chacune	500.000		500.000		
II. Fonds à vue placés à intérêts	96.736	9,2	52.543	5,6	Actions libérées de 25 p. c.	125.000	11,9	125.000	13,3	
III. Portefeuille réescomptable :					II. Réserves :					
1° Effets de commerce et acceptations de banque	298.437	28,5	275.172	29,3	1° Fonds de réserve légale	1.318		1.319		
2° Bons du Trésor	255.689	24,4	257.461	27,4	2° Fonds de réserve de dividendes	2.690		2.690		
	554.126		532.633		3° Fonds de réserve générale	5.379	9,387	0,9	9.388	1,0
IV. Fonds à terme placés à intérêts :					III. Dépôts à long terme :					
A trois mois au maximum	223.211	21,3	185.703	19,8	1° Compte de Trust des annuités	153.769	14,7	153.640	16,4	
V. Effets et placements divers :					2° Dépôt du gouvernement allemand	76.884	7,3	76.820	8,2	
1° A 3 mois d'échéance au maximum :					3° Fonds de garantie du gouvernement français	68.648	6,6	68.482	7,3	
(a) Bons du Trésor	14.933	1,4	14.424	1,5		299.301		298.942		
(b) Placements divers	59.647	5,7	70.761	7,6	IV. Dépôts à court terme et à vue :					
2° De 3 à 6 mois d'échéance :					1° Banques centrales pour le compte :					
(a) Bons du Trésor	33.321	3,2	23.481	2,5	a) A trois mois au maximum	113.338	10,8	196.930	21,0	
(b) Placements divers	47.732	4,6	35.301	3,8	b) A vue	436.025	41,7	254.796	27,1	
3° A plus de 6 mois d'échéance	630	0,1				549.363		451.726		
(a) Bons du Trésor			5.841	0,6	2° Banques centrales pour le compte d'autres déposants :					
(b) Placements divers			616	0,1	A vue	15.633	1,5	13.301	1,4	
	156.263		150.424		3° Autres déposants					
VI. Autres actifs	7.355	0,7	6.023	0,6	a) A trois mois maximum	6.308	0,6	3.330	0,4	
					b) A vue	392	0,0	3.285	0,3	
						6.700		6.615		
					V. Postes divers	41.612	4,0	33.750	3,6	
TOTAUX	1.046.996	100,0	938.722	100,0	TOTAUX	1.046.996	100,0	938.722	100,0	

Banque de France

Situations hebdomadaires (milliers de francs).

DATES	Encaisse or (Monnaies et lingots)	Disponi- bilités à vue à l'étranger	Portefeuille commercial et d'effets publics			Avances sur titres	Billets au porteur en circulation	Comptes courants créditeurs	Rapport de l'encaisse-or à l'ensemble des engagements à vue %
			Effets de commerce escomptés		Effets négociables achetés				
			Sur la France	Sur l'étranger					
1931 Moyenne annuelle.	58.966.286	10.126.770	6.093.766	680.881	15.498.618	2.839.333	79.208.511	25.572.205	50,28
1932 Moyenne annuelle.	79.622.641	4.521.359	3.648.298	296.897	4.358.414	2.739.843	82.125.566	26.504.962	73,26
1932 Mars	75.737.753	4.833.384	4.461.954	187.773	8.752.584	2.802.935	83.452.267	26.504.076	68,84
Avril	76.909.171	4.230.399	3.974.860	225.765	7.974.526	2.807.043	82.523.540	27.101.904	70,16
Mai	78.339.832	4.594.342	3.411.537	267.522	6.513.256	2.842.574	82.382.036	27.163.456	71,51
Juin	80.170.598	5.413.875	3.304.209	267.405	3.792.609	2.799.272	82.406.094	26.718.879	73,47
Juillet	82.471.684	4.524.920	3.137.656	262.778	1.522.233	2.790.654	81.931.993	26.159.649	70,30
Août	82.178.945	3.365.190	2.921.627	263.447	1.916.139	2.823.307	81.597.551	25.441.033	70,77
Septembre	82.400.237	2.979.524	3.668.353	260.340	2.099.321	2.804.895	80.680.750	27.093.706	76,46
Octobre	82.644.358	2.899.894	2.660.601	261.951	1.968.707	2.780.388	81.778.293	24.894.313	77,47
Novembre	83.035.820	2.985.560	2.635.701	262.433	1.875.582	2.678.135	83.021.910	24.293.107	77,38
Décembre	83.343.870	3.165.091	2.653.133	260.832	1.410.484	2.551.568	82.482.068	24.458.618	77,93
1933 Janvier	82.759.917	2.942.769	2.556.525	262.181	1.280.162	2.613.052	84.406.694	21.905.592	77,85
Février	81.893.917	2.930.765	2.514.996	262.511	1.278.951	2.623.779	84.561.690	20.070.257	77,82
Mars	81.111.281	2.454.341	2.875.758	261.578	1.833.967	2.661.848	85.477.042	19.411.094	77,33
Avril	80.412.053	2.353.309	3.188.853	249.899	2.050.963	2.708.737	85.359.989	18.986.652	77,06
Mai	80.907.108	2.463.469	2.915.691	251.991	1.162.203	2.705.062	84.798.085	18.938.826	77,99

Taux d'escompte } actuel : 2 ½ %, depuis le 10 octobre 1931.
précédent : 2 %, depuis le 3 janvier 1931.

Nederlandsche Bank

Situations hebdomadaires (milliers de florins).

DATES	Encaisse métallique	Portefeuille-effets		Avances sur nantisse- ments	Compte du Trésor (débitéur)	Billets en circulation	Comptes courants créditeurs (particuliers et Trésor)	Assignations de banque	Rapport de l'encaisse métallique aux engagements à vue %
		sur la Hollande	sur l'étranger						
1931 Moyenne annuelle.	626.667	66.667	193.361	100.324	1.134	916.972	103.561	309	61,39
1932 Moyenne annuelle.	988.356	51.682	78.072	90.853	455	989.702	235.804	181	80,64
1932 Mars	906.364	64.522	84.309	92.836	—	988.123	174.249	169	75,81
Avril	910.397	58.828	84.410	96.678	—	996.022	163.588	99	78,50
Mai	947.976	52.699	88.572	101.804	—	1.013.574	181.606	144	79,31
Juin	989.175	49.096	88.572	98.308	—	1.005.293	221.650	180	80,61
Juillet	1.017.010	47.049	88.653	101.729	—	1.017.006	241.221	295	80,81
Août	1.039.085	44.480	71.336	85.228	4.899	995.654	270.888	231	82,07
Septembre	1.051.267	40.588	71.336	81.681	—	1.002.766	263.264	46	83,03
Octobre	1.052.722	41.871	71.336	74.982	—	990.835	270.071	74	83,48
Novembre	1.053.566	37.852	71.336	74.089	—	984.285	272.770	22	83,81
Décembre	1.053.683	40.413	71.321	74.870	—	981.448	278.928	29	83,60
1933 Janvier	1.057.320	39.016	71.321	72.527	—	964.883	294.944	184	83,91
Février	1.053.064	34.725	73.425	71.201	—	951.138	300.982	23	84,10
Mars	1.034.299	32.911	73.427	73.924	2.113	973.543	269.248	110	83,80
Avril	977.856	37.511	73.215	71.710	—	971.637	204.218	210	83,15
Mai	858.435	39.875	73.376	87.224	9.358	973.239	132.978	49	79,62

Taux d'escompte } actuel : 3 ½ %, depuis le 12 mai 1933.
précédent : 3 ¼ %, depuis le 19 avril 1932.

Banque d'Angleterre

Situations hebdomadaires (milliers de £).

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation	Dépôts	Rapport de l'encaisse du Banking Department au solde de ses dépôts (prop. of reserv. to liabilities) %
	Or (Issue Département)	Monnaies d'or et d'argent (Banking Department)	Valeurs garanties par l'État	Escomptes et avances	Autres valeurs	Ensemble			
1931 Moyenne annuelle.	139.882	1.015	46.125	11.476	27.727	85.323	355.091	119.383	43,6
1932 Moyenne annuelle.	130.390	783	64.043	12.842	26.190	103.075	359.495	131.783	35,4
1932 Mars 10	120.802	654	54.371	11.545	44.930	110.846	354.475	134.585	31,1
Avril 7	120.807	630	51.111	12.164	40.910	104.185	359.791	123.180	29,7
Mai 5	120.816	644	69.076	11.585	19.228	99.889	356.580	122.027	32,6
Juin 9	131.721	741	74.260	12.612	25.622	112.494	357.238	144.897	34,6
Juillet 7	136.144	821	67.627	14.991	26.247	108.865	366.679	136.112	33,2
Août 4	138.563	836	75.979	14.314	20.917	111.210	374.728	132.747	29,8
Septembre 7	139.031	926	69.933	12.274	18.611	100.818	365.122	132.423	37,6
Octobre 6	139.422	979	67.708	11.676	17.387	96.771	362.521	132.013	40,0
Novembre 10	139.422	1.021	68.053	11.799	17.787	97.639	361.210	134.146	40,4
Décembre 7	139.422	967	85.844	11.807	17.725	115.376	365.662	147.229	33,7
1933 Janvier 4	119.792	774	102.082	45.990	17.862	165.934	362.599	180.872	18,2
Février 8	127.207	727	90.308	12.147	17.125	119.580	357.380	146.971	30,9
Mars 8	159.954	747	78.705	11.761	17.483	107.949	363.327	162.090	44,6
Avril 5	176.533	828	82.980	11.649	15.517	110.146	371.670	158.182	41,5
Mai 10	185.988	921	62.216	11.613	11.286	85.115	372.510	141.747	52,4

Taux d'escompte { actuel : 2 %, depuis le 30 juin 1932.
précédent : 2,50 %, depuis le 12 mai 1932.

Reichsbank (Allemagne)

Situations hebdomadaires (milliers de Rm.).

DATES	Encaisse or	Devises admises dans la couverture des billets	Monnaies divisiennes	Portefeuille-effets	Avances sur nantissements	Bons du Trésor escomptés	Billets en circulation	Divers engagements à vue	Rapport de l'or et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1931 Moyenne annuelle.	1.711.071	203.283	138.225	2.609.395	172.355	38.099	4.228.484	425.627	41,13
1932 Moyenne annuelle.	838.704	135.280	212.456	3.013.194	144.416	19.196	3.843.848	389.178	23,01
1932 Mars 7	880.006	156.409	133.582	3.268.316	218.430	34.180	4.178.896	318.872	23,04
Avril 7	878.742	141.708	175.964	3.172.694	100.415	3.660	4.085.675	370.263	22,90
Mai 7	851.110	133.254	197.797	3.145.676	110.974	10.040	3.990.865	362.836	22,61
Juin 7	848.421	138.163	236.412	3.031.413	129.239	6.280	3.889.407	357.622	23,23
Juillet 7	806.137	138.871	214.733	3.152.000	103.831	1.510	3.876.601	401.713	22,09
Août 6	762.961	131.394	208.592	3.043.946	106.160	27.120	3.822.084	333.919	21,52
Septembre 7	768.436	157.181	206.893	2.951.956	103.502	14.540	3.688.799	388.510	22,70
Octobre 7	796.368	134.803	169.731	2.909.580	101.504	38.460	3.618.318	412.239	23,10
Novembre 7	817.283	121.826	185.685	2.783.423	99.141	11.470	3.502.238	366.211	24,28
Décembre 7	804.069	113.931	203.052	2.688.113	101.124	29.100	3.438.962	362.708	24,21
1933 Janvier 7	805.232	115.125	241.404	2.524.262	71.950	10.760	3.373.981	338.495	24,79
Février 7	822.288	97.907	260.163	2.392.827	79.396	18.010	3.242.218	315.557	25,86
Mars 7	749.657	100.633	218.293	2.565.886	85.813	36.550	3.293.275	336.200	23,43
Avril 7	645.761	109.640	200.226	2.831.117	72.719	28.210	3.432.508	221.877	20,12
Mai 8	400.799	99.395	221.006	3.065.475	71.770	14.700	3.409.669	259.909	13,27

Taux d'escompte { actuel : 4 %, depuis le 22 septembre 1932.
précédent : 5 %, depuis le 28 avril 1932.

Banque Nationale Suisse

Situations hebdomadaires (milliers de fr. s.).

DATES	Encaisse or	Disponi- bilités « or » à l'étranger	Portefeuille effets sur la Suisse	Avances sur nantisse- ments	Correspon- dants	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue, en %
1931 Moyenne annuelle	1.173.709	330.366	41.147	46.465	26.237	1.147.761	514.042	90,51
1932 Moyenne annuelle	2.511.266	78.656	22.769	46.190	9.742	1.511.938	1.185.897	97,22
1932 Mars	2.458.261	108.396	23.732	50.493	8.557	1.481.306	1.162.853	97,07
Avril	2.438.611	110.123	53.207	46.546	9.211	1.490.071	1.180.390	96,16
Mai	2.459.313	96.860	47.755	41.625	10.470	1.507.412	1.142.945	96,45
Juin	2.584.893	70.527	19.852	44.021	8.853	1.511.635	1.208.558	97,62
Juillet	2.606.786	71.269	16.410	46.087	8.779	1.550.134	1.188.267	97,80
Août	2.637.236	68.190	14.800	44.057	9.272	1.543.326	1.213.081	97,79
Septembre	2.637.509	65.303	13.979	41.452	7.836	1.535.372	1.224.455	97,93
Octobre	2.637.502	66.001	14.019	43.205	7.025	1.539.863	1.208.942	97,99
Novembre	2.637.509	43.977	14.177	50.234	6.629	1.525.151	1.223.726	97,55
Décembre	2.552.751	37.080	15.971	42.917	7.837	1.515.978	1.142.109	97,43
1933 Janvier	2.471.190	85.781	18.392	44.588	12.040	1.536.929	1.099.931	96,97
Février	2.517.726	41.192	15.622	37.653	12.203	1.487.005	1.170.372	97,10
Mars	2.566.109	12.121	12.613	38.940	11.913	1.503.307	1.138.293	97,60
Avril	2.533.723	5.020	11.019	40.052	12.534	1.544.985	1.057.197	97,56
Mai	2.332.075	930	11.809	43.766	11.307	1.524.546	886.637	96,21

Taux d'escompte } actuel : 2 %, depuis le 22 janvier 1931.
précédent : 2 ½ %, depuis le 10 juillet 1930.

Banque de Pologne

Situations hebdomadaires (milliers de zloty).

DATES	Encaisse or	Avoirs à l'étranger, devises et monnaies étrangères	Avoirs à l'étranger, devises et monnaies étrangères ne servant pas de couverture	Portefeuille effets	Avances sur titres	Billets en circulation	Exigibilités à vue (y compris le compte courant du Trésor)	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue, en %
1931 Moyenne annuelle	572.881	182.575	121.833	598.399	91.101	1.195.097	242.042	52,57
1932 Moyenne annuelle	530.281	48.559	111.102	624.677	115.249	1.064.475	187.126	46,25
1932 Mars	608.403	49.457	119.537	629.133	115.857	1.111.721	196.039	50,30
Avril	573.564	67.392	116.112	629.490	115.014	1.100.705	197.865	49,36
Mai	544.228	71.979	117.602	614.342	115.870	1.104.259	169.380	48,38
Juin	524.031	45.245	112.780	636.209	114.731	1.076.628	152.242	46,33
Juillet	479.371	48.325	109.305	663.949	124.201	1.083.912	169.078	42,11
Août	475.615	45.225	101.635	659.095	121.674	1.068.325	163.304	42,29
Septembre	479.200	47.201	106.667	636.833	116.074	1.049.123	170.787	43,15
Octobre	491.129	35.640	108.209	591.959	116.340	1.025.606	168.157	44,13
Novembre	496.434	36.565	104.650	584.653	99.305	1.003.768	182.550	44,93
Décembre	500.925	35.784	101.876	549.087	95.673	984.662	189.502	45,71
1933 Janvier	502.306	40.870	86.050	549.260	102.649	987.183	213.095	46,02
Février	512.166	27.048	75.189	522.766	100.755	978.504	173.357	46,81
Mars	513.482	24.061	62.027	540.517	100.926	1.005.686	146.697	46,65
Avril	490.718	93.788*	—	596.286	103.293	1.017.966	148.389	46,20
Mai	482.039	73.220	—	617.385	101.734	1.015.514	161.466	47,18

Taux d'escompte } actuel : 6 %, depuis le 21 octobre 1932.
précédent : 7,50 %, depuis le 3 octobre 1930.

(*) A partir du 31 mars 1933, la Banque de Pologne ne fait plus de distinction entre les devises étrangères servant de couverture et celles ne servant pas de couverture.

Federal Reserve Banks

Situations hebdomadaires (milliers de \$).

DATES	Réserve « or »	Autres réserves	Effets escomptés	Effets achetés sur le marché libre	Fonds publics nationaux	Billets en circulation (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor et particuliers)	Rapports du total des réserves aux engagements à vue %
1931 Moyenne annuelle	3.159.905	170.572	327.012	239.908	669.553	1.851.113	2.464.782	77,2
1932 Moyenne annuelle	2.890.890	199.490	514.008	68.577	1.468.289	2.684.714	2.220.623	63,0
1932 Mars	2.959.420	207.869	747.979	137.584	785.123	2.617.381	1.989.158	68,8
Avril	3.032.202	212.544	635.274	57.946	885.014	2.561.573	2.020.161	70,8
Mai	2.992.421	210.825	605.801	44.622	1.286.881	2.561.646	2.237.102	66,8
Juin	2.626.961	203.339	501.911	35.717	1.644.567	2.557.119	2.270.202	59,4
Juillet	2.578.450	189.359	499.826	77.353	1.801.065	2.868.163	2.044.992	56,3
Août	2.680.426	200.706	451.938	38.720	1.851.011	2.843.605	2.134.685	57,9
Septembre	2.794.573	196.428	420.428	33.585	1.850.923	2.831.749	2.220.156	59,2
Octobre	2.912.528	196.940	333.427	33.266	1.851.318	2.744.868	2.344.089	61,1
Novembre	3.009.645	185.967	310.953	34.002	1.850.697	2.715.299	2.404.458	62,4
Décembre	3.078.063	185.054	298.618	33.717	1.850.677	2.723.666	2.466.816	62,9
1933 Janvier	3.173.356	179.928	251.102	32.617	1.850.910	2.737.656	2.587.376	63,0
Février	3.247.124	195.227	252.640	31.338	1.783.912	2.773.192	2.499.670	65,3
Mars	2.683.539	125.432	1.413.936	417.289	1.880.794	4.215.006	(1) 1.951.222	45,6
Avril	3.278.837	209.685	436.177	285.973	1.837.368	3.644.137	2.196.055	59,7
Mai	3.435.570	218.764	400.102	144.152	1.837.278	3.395.369	2.360.101	63,5

Taux d'escompte de la Federal Reserve Bank of New-York { actuel : 3 % depuis le 7 avril 1933.
précédent : 3,50 % depuis le 2 mars 1933.

(1) A partir du 8 mars 1933, ce poste comprend les « Special deposits » (member banks et nonmember banks).

Banque d'Italie

Situations hebdomadaires (milliers de Lit.).

DATES	Encaisse or	Devises et avoirs à l'étranger admis dans la couverture des billets	Effets sur l'Italie	Avances sur nantissem.	Comptes courants débiteurs	Billets en circulation	Assignations sur la Banque	Comptes courants productifs et compte courant du Trésor	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1931 Moyenne annuelle.	5.398.642	3.506.250	3.375.455	1.204.185	178.865	14.679.170	378.928	1.758.307	52,95
1932 Moyenne annuelle.	5.705.706	1.506.556	4.684.442	1.117.929	122.211	13.460.319	372.512	1.366.760	47,45
1932 Février.....10	5.626.349	1.794.219	4.263.697	984.226	49.194	13.748.255	328.004	1.791.985	46,76
Mars.....10	5.626.359	1.656.956	4.633.031	970.457	81.420	13.835.697	347.551	1.445.596	46,60
Avril.....10	5.628.576	1.509.668	4.654.819	958.805	89.938	13.622.104	346.102	1.387.853	46,48
Mai.....10	5.631.297	1.487.277	4.709.154	1.062.436	105.550	13.230.060	340.588	1.331.038	47,77
Juin.....10	5.655.764	1.432.881	4.660.807	1.313.803	242.854	12.916.643	327.759	1.212.653	49,03
Juillet.....10	5.676.359	1.398.422	4.908.377	1.140.110	87.318	13.255.563	377.062	1.377.628	47,13
Août.....10	5.714.988	1.388.450	4.753.691	893.787	95.029	13.420.373	353.808	1.382.301	46,87
Septembre.....10	5.768.908	1.395.783	4.634.559	1.098.947	95.567	13.348.998	282.597	1.307.397	47,96
Octobre.....10	5.796.121	1.402.326	4.766.597	1.193.967	125.378	13.760.846	337.184	1.090.814	47,39
Novembre.....10	5.814.633	1.407.848	4.985.069	1.350.208	110.623	13.578.786	307.410	966.461	48,63
Décembre.....10	5.829.896	1.351.880	4.872.761	1.081.426	91.133	13.422.771	324.000	1.059.428	48,51
1933 Janvier.....10	5.843.355	1.305.729	5.178.966	732.712	71.628	13.580.792	404.122	1.309.918	46,74
Février.....10	5.865.163	1.303.604	4.992.018	485.038	55.972	13.350.709	279.365	1.706.600	46,74
Mars.....10	6.225.386	912.345	5.013.468	686.098	58.314	12.913.599	305.515	1.333.951	49,05
Avril.....10	6.313.601	799.694	4.843.955	579.445	69.488	13.019.255	305.959	1.133.951	49,20

Taux d'escompte { actuel : 4 %, depuis le 9 janvier 1933.
précédent : 5 %, depuis le 2 mai 1932.

Anc. Et. d'Imp. Th. DEWARICHET
J., M., G. et L. Dewarichet, frères et
sœurs, soc. en nom coll., 16, rue du
Bois Sauvage, Bruxelles, Tél. 17.88.12
